Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°34

avril-juin 2024

Médias en question

Table des matières

De Meeûs, ou l'information au service de la politique – donc des multinationales – donc du chaos 3
Monoculture de l'info de masse : un cri d'alarme 5
L'intolérance intellectuelle, cet autogoal que s'infligent les médias 7
Edwy Plenel ne respecte pas les principes dont il se prévaut 10
Le Conseil d'État statue en faveur de France-Soir 13
Dominique Pinsolle : affranchir la presse de l'État et de l'argent 14
[Tribune] La France doit garantir et renforcer la protection des sources des journalistes, pas la torpiller .. 17
L'effet « gueule de bois » 19
Liban, L'attaque israélienne meurtrière contre des journalistes doit faire l'objet d'une enquête pour crime de guerre 20
Palestine : naufrage et asphyxie du débat public 25
Communiqué Reporters solidaires, FIJ, SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes et SGJ-FO 29
Le journalisme français, un danger public 30
Un aveu collectif trop rare, dans « C ce soir » 36
Enthousiasme médiatique pour Raphaël Glucksmann 37

[La Libre Belgique au pilori]

De Meeûs, ou l'information au service de la politique – donc des multinationales – donc du chaos

Martin Zizi vient de publier un message que certains qualifieront d'incendiaires, lettre ouverte au rédacteur en chef de La Libre Belgique (reproduite ci-dessous). C'est vrai, mais ce qui l'est aussi, c'est qu'il est factuel. Rien à redire donc à l'épidémiologiste, ancien directeur scientifique du gouvernement belge, reconnu et apprécié avant, banni et vilipendé après. Plus nombreux seront ceux à dire publiquement que le roi est nu, moins oseront affirmer qu'il est paré de ses plus beaux atours. Martin Zizi fait ici œuvre de salubrité publique.
C'est le même Dorian De Meeûs qui, tel un chien de garde du gouvernement, avait tweeté à l'époque suite à ma question en conférence de presse à la ministre Sophie Wilmès (1). Lui Dorian, pose « les *bonnes questions* », lui fait du « *journalisme* », pas du « *militantisme* ». Porte-serviettes des politiques, il venait à leur secours : « *accuser les collaborateurs ministériels pour leur passé professionnel, c'est honteux* ». L'indignation des « puissants » est à géométrie variable : est « honteux » pour eux ce qui remet en cause l'ordre établi, pas d'injecter une population entière avec un vaccin expérimental ou de perpétrer un génocide à Gaza. De quoi demander qu'on retire la carte de presse à ce malotru, hérétique à condamner. Le pauvre, ma question a dû lui mettre la gueule devant le miroir, retour du refoulé lui rappelant qu'il faisait tout, sauf du journalisme, la preuve dans la fin de son tweet qui répond à une question que je n'avais pas posée : « *On ne fait pas le même métier, et qu'on ne vienne pas nous dire qu'on ne critique pas les ministres ! Lisez-nous…* ». Non merci Monsieur De Meeûs.
Et en effet, on ne fait pas le même métier, c'est bien certain. Et j'en suis fier !

A.P. (Kairos)

Pour aller plus loin :
https://www.kairospresse.be/les-chiens-mordent-episode-1-le-redacteur-en-chef-de-la-libre ;
https://www.kairospresse.be/flagrant-delit-de-censure-a-la-libre ;
https://www.kairospresse.be/dorian-de-meeus-faites-ce-que-je-dis.

Lettre ouverte de Martin Zizi[1] :
Affaire d'État ? Non, Mr Dorian de Meeus – vous êtes Cocu, grand bien vous fasse ! (2)
Lettre Ouverte à vous – Mr DDM – qui pleurnichez si bien, drapé dans cette hypocrisie qui vous sert de couverture sociale et professionnelle. Je suis désolé mais VOUS êtes la dernière personne en Belgique à avoir le droit de vous plaindre que la presse soit maltraitée… car vous fûtes depuis 2020 le Premier des porteurs d'eau de ces mêmes décideurs. Pendant 3 ans, vous vous êtes littéralement torché avec la réalité et vous êtes assis sur la liberté d'expression et celle de la presse non ? Ces méchants ne vous renvoient pas l'ascenseur ? Oh… Surprise…). Cocu et incestueux – cela fait beaucoup pour un seul homme n'est-ce pas ?
Les relations entre la presse et le pouvoir en Belgique, déjà troubles en général, devinrent mortelles pour nos concitoyens durant la pantalonnade que fut la crise SARS2… et Mr De Meeûs – vous avez du sang sur les mains ! Souffrez donc Monsieur que je vous rafraichisse la mémoire tout en informant réellement vos lecteurs – ce que je fais à titre gracieux… contrairement à votre staff éditorial. La Libre a désinformé sur ordres durant toute la crise Covid. Au début vous avez timidement tenté de faire votre travail – et je vous en remercie vraiment. Mais bien vite, vous êtes passé du mauvais côté de la force… Le rôle de la presse et

[1] Extrait de la Libre Belgique : « Ce dossier devient une vraie affaire d'État, un gouvernement qui lance un appel d'offres et qui décide de ne pas attribuer la concession parce que sa propre filiale n'est pas gagnante, un gouvernement qui décide de sanctionner la presse en lui retirant brutalement l'aide au portage, alors que c'est sa filiale qui pratiquerait de la "sursubsidiation", un gouvernement qui place volontairement les éditeurs dans un délai ultracourt de transition pour les forcer à contracter avec sa filiale en monopole… C'est quoi l'étape suivante ? Cette attaque du gouvernement contre la presse est grave. Elle doit cesser. » (MN)

des médias est d'être le garant de la Démocratie et de contrôler le politique – vous avez fait exactement le contraire.
En vrac
1 – Vous m'aviez demandé des explications sur les PCR – pour finir par m'attaquer via une dame sans aucune compétence en biologie moléculaire… qui pour « debunker » ce que je disais sur Twitter 1.0 et dérangeait notre Ministre, demanda l'avis des experts du gouvernement. Dans cet Article de La Source, vous avez désinformé le public et votre lectorat.
2 – Lors de nos échanges sur la crise, lorsque je vous parlais des prises en charge RAPIDES à faire et des antibiotiques contre les colonisations bactériennes qui étaient la complication rapide, majeure et mortelle du SARS2, vous m'avez opposé les « résistances aux antibiotiques » Alors que VOUS saviez que j'avais près de 15 publications peer reviewed en CE domaine précis. Vous m'avez opposé des mails de sommités telles que Mr Samuel Alexandre et Mme Huguette Croisier (Inconnus en science), ainsi que l'avis éclairé de votre propre épouse !!! Donc 20 ans de recherche sur ce sujet balayées par des « riens », Un édito de vous aurait pu changer la donne… vous avez fait le contraire.
3 – À un moment, vous m'aviez demandé des informations sur les taux de vaccination nécessaires pour atteindre une immunité de groupe contre SARS2 (autour de 30 % !). Je vous ai écrit un article de vulgarisation sur le sujet comme demandé – et puis vous me dites que La Libre ne peut pas publier un article avec des sources scientifiques (sic !) – mais le lendemain même, vous donnez une carte blanche à un non-biologiste qui parle de 75% – et le surlendemain à un autre incompétent en ce domaine qui titre qu'il faut « 90% de vaccinés pour atteindre 75% de couverture » ! En effort, je dois reconnaître votre cohérence – ces gens n'avaient EUX aucune source valide à faire valoir ! Dans ces 2 articles, vous avez désinformé le public et votre lectorat, alors que vous aviez les VRAIES données et informations.
4 – Puis ce fut le cirque de Marc V.R. Vous étiez devenu le chantre BE du tout vaccin… mais vous avez toujours caché à vos lecteurs que VOUS-MÊME aviez été traité pour un Covid gravissime par Ivermectine ! (prescrite par un de mes ex-collègue, médecin militaire !). Donc ce qui fut bon pour vous, n'est pas bon pour le bon peuple belge ! En plus d'être un menteur, vous n'avez pas de décence humaine… et summum de l'hypocrisie… vous avez même été jusqu'à présenter des excuses sur Facebook d'avoir publié un article sur l'Ivermectine !
5 – Vous êtes aussi très confraternel dans votre propre milieu – Vous avez aussi œuvré sans relâche pour que la carte de presse du journaliste de Kairos (Mr. Alexandre Penasse) lui soit retirée… on aime ou on n'aime pas, mais il faisait SON métier LUI ! Contrairement à vous ! – J'en passe quelques-unes… pour aller vers l'acmé. Le délit de presse…
6 – Lors d'une fatidique semaine en fin 2021, dans 2 éditos (écrits par vous et par votre collègue Van de Woestijne) vous avez plongé à 2 pieds dans le délit de presse. Vous avez osé attaquer les non vaccinés en incitant à la haine à leur égard et, ce, à 2 reprises. Un lecteur déposa plainte au CDJ et une médiation en vos locaux s'ensuivit. Lors de cet entretien, mon nom vint sur le tapis (? pourquoi, je me le demande encore) et vous et votre collègue (FvDW) m'avez sali avec des mots choisis (« has been », « scientifique à la dérive », « incompétent ») – rassurez-vous il existe bien un enregistrement et un transcrit de cet entretien. Donc facile à prouver devant un juge…

Monsieur De Meeus vous n'êtes pas à votre place :
1. Vous tuez des Belges en les désinformant en 2020,
2. Vous cachez que l'ivermectine peut sauver les gens, (elle vous a sauvé vous !)
3. Vous poussez au vaccin inutile URBI et ORBI en 2021 et 2022.
4. Vous attaquez des scientifiques SANS conflit d'intérêt au lieu de lancer un débat qui aurait fait de vous un VRAI journaliste.
5. Vous attaquez une partie de nos concitoyens en attisant la haine, la discrimination et l'opprobre à leur égard… Et vous osez parler de presse indépendante ? VOUS ? NON Monsieur de Meeus, pas vous, vous n'avez aucune éthique ni aucune décence humaine, vous semez haine et divisions et vous vous estimez dans votre droit ? Vous êtes fort mal placé pour écrire les mots « conflits d'intérêts » et « désinformation »… J'ose espérer qu'avec la résolution de la pantalonnade Covid+Vaccin ARN, le CA de votre groupe va finir par vous remplacer – vous êtes complice ACTIF de nos 30 mille morts de trop. Une alternative serait que vous partiez… en présentant des excuses au lectorat, vous retrouveriez alors cette éthique dont vous vous réclamez, et un second acte vous serait possible…
Pour le moment, Comme je vous le dis – votre servilité absolue au politique prévaricateur n'est pas récompensée et fait donc de vous un magnifique COCU !

PS – Comme vous le savez, ce post est entièrement factuel – devant les juges, c'est quand vous voulez… Vive la presse LIBRE et par souscription payante – votre modèle par subsides – DOIT mourir car il contribue à la dérive autoritaire et létale de notre bonne vieille Europe !

Publié le 12 février 2024
(kairospresse.be)

Notes et références

1. https://www.kairospresse.be/histoire-de-codeco-n1
2. https://lalibre.be/debats/edito/2024/02/09/conflit-dinterets-et-desinformation-une-affaire-detat-7UFS6756LVF4XCVKG2V5AAK74U/

Monoculture de l'info de masse : un cri d'alarme

La sortie d'un livre de 23 journalistes suisses connus dénonçant le conformisme idéologique des médias annonce-t-elle un renouveau de l'infodiversité et du débat public ?

Sur l'image, de gauche à droite : Zeynep Ersan, Raphaël Pomey, Romaine Jean, Jacques Pilet, Jonas Follonier.

« Sans diversité de vues, pas de journalisme ! » C'est un cri d'alarme rédigé par 23 journalistes, largement connus et respectés dans le monde médiatique suisse (1). De toutes tendances et sensibilités, ils convergent vers un seul constat : la presse du monde occidental dérive vers une « monoculture idéologique », où l'esprit critique, le débat, la curiosité, le courage et les avis dérangeants diminuent dangereusement. Voire sont carrément stigmatisés et censurés.

C'est la première fois dans le monde francophone, à notre connaissance, qu'un tel constat émane de l'intérieur de la profession. Qui plus est, ces 23 témoignages sont publiés par un grand éditeur romand, Pierre-Marcel Favre. L'ouvrage a été coordonné par la journaliste économique Myret Zaki, ex-rédactrice en chef de *Bilan*.

Appel au dialogue… pour l'amour du métier !

La sortie du livre le 6 février a été marquée par un débat au Club suisse de la presse à Genève, devant une salle comble. Il s'agit d'un « véritable appel au dialogue (…) et à la réflexion collective du monde de la presse », a souligné la directrice du Club Isabelle Falconnier.

Les auteurs ne font pas le procès des médias ou de leurs confrères. Leur vive inquiétude exprime un profond attachement, un amour même, envers leur métier, affirme d'emblée Myret Zaki. Certaines idées, certains milieux, certains thèmes sont totalement écartés de la place publique. Du coup, une grande partie de la population ne se sent plus représentée, ce qui explique en grande partie le désamour du public et le transit des lecteurs vers les médias sociaux ou le « journalisme citoyen ».

Le règne des anathèmes

Mais les médias n'ont-ils pas de tous temps été proches du pouvoir, donc contrôlés, questionne l'animatrice du débat Romaine Jean ? Certes, répond Jacques Pilet, mais il y avait toujours des espaces pour donner des éclairages différents. Et les désaccords dans une rédaction se terminaient autour d'un café.
Aujourd'hui le journaliste qui simplement questionne les certitudes officielles (Covid, Ukraine, OTAN, climat…) se voit démoli professionnellement. Traité de complotiste, pro-Poutine ou Trump, antisémite, d'extrême-droite. Il a basculé dans le camp du mal. Des amitiés de longue date se soldent par un « Je ne te parle plus ».

La fin de la tolérance intellectuelle
« La plupart des journalistes crèvent de trouille ». Mais de qui ? De leurs pairs, avoue Pascal Décaillet. D'être mis au ban par leur propre rédaction s'ils dévient de la ligne : « Alors je ferme ma gueule ». Raphaël Pomey (*Le Peuple*) parle de « mort sociale ».
« On ne se déplace plus pour aller *écouter* l'autre. Pour le comprendre réellement », ajoute Zeynep Ersan. Quant à Jonas Follonier (fondateur du mensuel *Regard Libre*), il craint que nous ne soyons « plus vraiment en démocratie ». Il déplore le « manque de tolérance intellectuelle ». Lequel sévit non seulement dans les médias, mais dans l'ensemble de la société.

Surtout ne pas déranger…
Mais cette trouille d'être à côté de la plaque dominante, vient-elle de l'insécurité économique ? De la peur d'être licencié ? Oui certes. Mais pas seulement. Le manque d'audace est aussi celui des lecteurs. Dont beaucoup n'ont pas envie d'être dérangés, relève Pilet. Le suivisme des mesures liberticides contre le Covid était par exemple de mise pour ne pas se compliquer la vie.
De même, ajoute-t-il, l'absence de contexte historique ne permettait pas de comprendre les facteurs qui ont poussé Poutine à envahir l'Ukraine, ce qui a débouché chez nous sur une « croisade simpliste ».

Une guerre mondiale de l'information
L'explosion de la com des pouvoirs économiques et politiques a également embrouillé l'information, estime Myret Zaki. L'information qui est maintenant l'objet d'une guerre visant à contrôler les esprits, ajoute Daniel Wermus. Les services secrets, les militaires, les multinationales infiltrent tous les médias, agences, écoles et ONG de journalisme, ainsi que les discours officiels.
Face à ces évolutions que beaucoup jugent inquiétantes, une telle réaction des pros de l'information tombe à pic. Reste à voir si d'autres journalistes influents ou pas seront prêts à se mobiliser.

Proposé par Isabelle Falconnier, un site pourrait prochainement accueillir diverses réactions et propositions.
https://youtu.be/x_zptjVf8C4

(1) Parmi les auteurs, on trouve Jacques Pilet (fondateur de plusieurs grands journaux et chroniqueur respecté), Romaine Jean (ex-présentatrice vedette de la TV romande), Christian Campiche (ancien président du syndicat des journalistes Impressum), Pascal Décaillet (animateur et producteur radio et TV – notamment *Léman Bleu* -, chroniqueur de presse écrite à *GHI*), Zeynep Ersan (ex rédactrice en chef du magazine des consommateurs *Bon à savoir*), Enza Testa (Présidente du Cercle des Dirigeants d'Entreprise et fondatrice du magazine *L'Extension*), Guy Mettan (ex rédacteur en chef de la *Tribune de Genève* et directeur du Club suisse de la presse), Patrick Nussbaum (ancien directeur de l'information à la *RTS*), Daniel Wermus (fondateur de l'Agence *InfoSud* et de *Media21*), Martin Bernard (*Antithèse*), Amèle Debey (*l'Impertinent*), Slobodan Despot (*Antipresse*), les journalistes d'investigation Catherine Riva et Serena Tinari, entre autres.
[…]

https://www.covidhub.ch/monoculture-info-de-masse-cri-dalarme/

La chronique de Myret Zaki

L'intolérance intellectuelle, cet autogoal que s'infligent les médias

Gare à la monoculture idéologique, mettent en garde des journalistes romands. Au sein des rédactions s'impose une ligne rigide révélée par des sujets comme l'Ukraine, Gaza, le Covid ou le climat. Cela dessert le public, estime notre chroniqueuse Myret Zaki.

Le journalisme est un pilier de nos démocraties. Et pourtant, avec le déclin rapide des audiences, qui se tournent toujours plus vers les réseaux sociaux, nous devons nous interroger sur nos contenus. Nous médias, offrons-nous une variété suffisante de points de vue à notre public ? Accueillons-nous un débat équilibré et inclusif, qui donne la parole même aux voix les plus critiques, contestataires et dissidentes ? Considérons-nous comme tabous des sujets qui importent au plus haut point pour notre public ? Les sensibilités les plus diverses de nos lectrices et lecteurs sont-elles correctement reflétées dans nos colonnes ? En période de crise, fait-on assez de place à l'opposition, sur des thèmes sensibles comme les guerres, les pandémies, l'immigration, le féminisme ou le climat ? Garde-t-on suffisamment de distance par rapport à la communication gouvernementale Et sommes-nous, médias, capables d'une saine autocritique à ce sujet ?

Manque de diversité de vues

Le 6 février dernier, nous sommes 23 journalistes de Suisse romande à avoir publié un ouvrage commun, qui fait part de cette préoccupation, « Sans diversité de vues, pas de journalisme », aux éditions Favre.

Nous y présentons nos constats face au manque de diversité de points de vue au sein des rédactions, et à l'excès d'uniformité idéologique. Un phénomène qui va au-delà du secteur médiatique et qui concerne la société toute entière, comme l'a relevé Jacques Pilet, l'un des auteurs du livre et fondateur de « l'Hebdo », du « Nouveau Quotidien », et de « Bon Pour La Tête », lors du vernissage du livre le 6 février au Club suisse de la presse.

À cette occasion, le constat général a bien été résumé par l'un des auteurs, Jonas Follonier : « Je ne suis de loin pas d'accord avec tous les co-auteurs du livre, je pense qu'il n'y a pas deux auteurs de ce livre qui soient d'accord sur tous les sujets ; mais là où on s'unit, c'est sur la nécessité de la tolérance intellectuelle. Ce qui se passe, à mon avis, c'est un manque de tolérance intellectuelle. Quand on manque de tolérance intellectuelle, on va vers le conformisme. C'est comme un entonnoir des idées qui débouche sur une vision un peu aseptisée, qui manque cruellement de nuances », a résumé le correspondant au Palais fédéral pour le journal « L'Agefi » et rédacteur en chef du mensuel « Le Regard Libre », qu'il a fondé en 2014.

Risque de « mort sociale »

Ancien rédacteur en chef de La Télé, Raphael Pomey, lui, a relaté comment son média, « Le Peuple », d'obédience chrétienne, a immédiatement été taxé de média d'extrême droite, et associé à une nébuleuse proche des milieux complotistes, simplement parce qu'il n'est pas aligné sur l'idéologie dominante. Face aux préjugés infondés, il a même parlé de « mort sociale » du fait de cette étiquette qui l'a suivi jusque dans sa vie privée et celle de ses enfants. En réalité, le fondateur du « Peuple » apporte une réflexion à la fois originale, audacieuse, nuancée et respectueuse, qui offre un enrichissement certain au paysage des idées.

Dans le livre, il constate : « Habitués à un confortable entre-soi, les journalistes romands en sont trop souvent réduits à ressasser une opinion dominante, et à déclarer la guerre à ceux qui daignent s'intéresser à des options marginales (…). C'est un des grands drames de notre époque que d'avoir perdu le sens de l'affrontement respectueux. »

Avec des étiquettes comme « ambigu », « sulfureux », « controversé », « complotiste » ou « nauséabond », tout un lexique désapprobateur s'est développé dans le champ médiatique pour désigner les porteurs d'idées (y compris des journalistes) qui en elles-mêmes n'ont rien d'illégal, qui reflètent même souvent la sensibilité d'un pan de lecteurs et lectrices, mais qui dérangent, inquiètent ou agacent car elles dévient du « consensus » ou du « mainstream ».

Soit trop à droite, soit trop à gauche, elles sortent du cadre par une posture généralement trop critique du pouvoir ou d'institutions établies. C'est ainsi que finit par s'imposer une monoculture idéologique qui souvent

relaie la communication institutionnelle sans recul suffisant. Les contours de cette monoculture ? Officialisme (alignement sur la ligne gouvernementale), centrisme (peu de place à ce qui s'en écarte des deux côtés), atlantisme (alignement sur l'OTAN), bellicisme (défense des guerres) face aux ennemis du « Monde Libre ».
Au niveau sociétal, les questions de genre et de climat suscitent des crispations et des rigidités peu propices au questionnement et au débat irrévérencieux. Les auteurs du livre ne défendent aucune ligne en commun, si ce n'est celle de la diversité idéologique, et du droit à toutes les causes de s'exprimer lorsqu'elles permettent de faire contrepoids aux opinions dominantes, afin de représenter l'entier de la société.

Des étiquettes qui fusent

Le livre offre des exemples vécus d'« étiquettes » qui fusent à propos d'opinions sortant du lot, qui peuvent agacer soit parce qu'elles sont conservatrices de droite, soit altermondialistes et de gauche radicale, soit libertariennes ou anarchistes : peu importe, elles sortent des sentiers battus et sont stigmatisées. Entre autres exemples, si on critique l'Occident ou l'OTAN, on peut se voir reprocher par des confrères de « renforcer l'extrême droite » ou d'être un « fan des dictatures ». Critiquer le rôle des États-Unis dans les révolutions colorées peut valoir l'étiquette de « journaliste du Kremlin » même si on n'a jamais mis les pieds en Russie et qu'on ne connaît rien à ce pays.
Défendre la paix ou la neutralité attire la suspicion car « on ne discute pas avec l'ennemi ». Si on critique la politique d'Israël, on peut vite se retrouver « pro-Hamas » même si on défend le droit international et le peuple palestinien. Si on critique Emmanuel Macron, on « fait le jeu » de Marine Le Pen même si on l'abhorre. Si on critique Biden, on « fait le jeu » de Trump même si on le critique aussi.
Critiquer la politique sanitaire du gouvernement durant la pandémie pouvait rapidement valoir le quolibet de « coronasceptique », même à des personnes vaccinées. Critiquer l'opacité des grandes puissances autour de l'origine du coronavirus revenait à « faire le jeu des complotistes ».
Avoir une ligne critique de l'UE et défendre le souverainisme « fait le jeu » des populistes.
Critiquer des aspects du féminisme actuel, c'est faire le jeu des « sexistes » et des « boomers » même si on se considère soi-même féministe. Apporter des nuances au débat sur le réchauffement climatique déclenche l'alerte climatosceptique.
Ainsi, on voit que ces oppositions fortement caricaturées sont avant tout combattues pour leur ADN critique, et en particulier critique face aux pouvoirs.
Là où l'« officialiste » (défenseur de l'officialité) n'y voit que des positions « pro-russe », « antivax », « complotiste » et « d'extrême droite », des citoyens et citoyennes y voient des positions pro-démocratie, pluralistes, pro-transparence, anti-guerre, pro-liberté d'expression. Les auteurs de ce livre, à partir de leurs points de vue très divers, défendent une seule chose : la possibilité démocratique de faire vivre un journalisme d'opposition qui donne amplement la parole au pluralisme des idées citoyennes et non majoritairement à la position officielle. C'est là la condition de survie des médias.
En France, la couverture médiatique a largement reflété la position de l'Élysée en ce qui concerne Gaza. Critiquer les agissements potentiellement génocidaires d'Israël a trouvé peu de place dans les médias hexagonaux. C'est ce que dénonce le « Monde Diplomatique » dans son éditorial de février, qui relève une « diffamation des opinions dissidentes » : « En quatre mois, notent les éditorialistes, les médias ont entériné, dans leur grande majorité, le point de vue de l'extrême droite israélienne et accompagné et cautionné la marginalisation des opposants à la guerre. Ils ont ainsi précipité l'installation en France d'un journalisme autoritaire. »
À l'aide de quelques chiffres et repères, les auteurs documentent le biais occidentaliste des médias français et le regard journalistique partial sur Gaza, malgré les plus de 30 000 civils palestiniens tués. Aux États-Unis, le biais pro-israélien de médias alignés sur la Maison-Blanche comme le New York Times, le Washington Post et le Los Angeles Times, est attesté par une enquête d'un média d'opposition, « The Intercept », parue le 9 janvier 2024.

La peur des pairs, un impair

Avant tout, les journalistes ont peur de leurs collègues, explique dans notre ouvrage Pascal Décaillet, producteur et animateur de la chaîne genevoise Léman Bleu. « Premier impair, la peur des pairs. Si je dévie de la ligne, que vont-ils dire de moi, demain en débriefing ? Si je me hasarde à lâcher ce que je pense vraiment, ma propre rédaction va-t-elle me mettre au ban ? »
Le phénomène de monoculture idéologique n'est pas nouveau mais s'est accentué ces dernières années. Le « New York Times » a par exemple évolué vers un biais fortement pro-démocrate ces sept dernières années, procédant à un véritable nettoyage des éditorialistes pro-républicains à la suite de l'arrivée en politique de

Donald Trump. Cela a creusé le fossé entre les médias dominants et des médias d'opposition comme « The Intercept » ou « The New York Post ».
Une diversité bienvenue, mais qui s'accompagne malheureusement d'une polarisation ne laissant aucune place à une hétérogénéité et à une culture du débat contradictoire au sein de chacune de ces rédactions. Avec pour résultat que les publics des différentes « paroisses » ne se parlent plus.

Indépendance et soucis de financement
Le pluralisme des idées est aujourd'hui défendu par de nombreux médias et sites indépendants et critiques en Suisse romande, qui osent donner la parole à des personnes qui dérangent et qui ont rarement droit de cité. « Mais, dispersés, travaillant avec des moyens limités, les médias indépendants ne sont pas vraiment considérés, leurs enquêtes ou points de vue originaux dépassent rarement le cercle restreint de leurs abonnés », note Jean-Claude Péclet, l'un des co-auteurs et ancien rédacteur en chef de l'Hebdo.
« La précarité économique des médias, notamment des médias indépendants, est un obstacle à la diversité des vues, souligne Enza Testa Haegi, fondatrice du magazine "l'Extension". Le financement des médias est souvent assujetti à des intérêts commerciaux, ce qui peut conduire à la censure ou à l'autocensure des opinions divergentes. Par ailleurs, la dépendance à la publicité et la course au clic peuvent entraîner une uniformisation des contenus et une réduction de la pluralité des vues. »

Pas de monopole de la vérité
Pour conclure, tout le problème tient à la sacralisation de certains points de vue, de certaines valeurs et de certains représentants du pouvoir, et à la diabolisation de leurs opposants. La dérive des démocraties s'est produite quand on a remplacé le débat démocratique pluriel par une vision théologique et manichéenne de la vérité, qui veut protéger certains dogmes et les soustraire au débat par la stigmatisation et la sanction du questionnement. Un peu comme dans les dictatures que l'on ne cesse de critiquer et à qui nous adorons faire la leçon.
Mais avec la défection des audiences, force est de constater que, nous, médias avons une autocritique à faire. Commençons par écouter plus attentivement ce que dit le public dans sa vaste diversité, car nous sommes à son service. Et le public s'exprime par ses choix. Comme l'écrit dans notre ouvrage Romaine Jean, créatrice d'Infrarouge et d'autres émissions à la RTS et chroniqueuse à Heidi. News, « les médias ne sont plus une référence pour une large partie du public, qui d'ailleurs les lit ou les regarde de moins en moins. Les gens de presse se retrouvent comme les contemporains de Copernic, qui se croyaient au centre de l'univers et se découvrent entourés d'astres autrement plus puissants. Qui se nomment YouTube, Facebook, LinkedIn, TikTok, Instagram. » Il ne tient qu'à nous de faire mieux que nos concurrents.

Publié le 12.02.2024

https://www.blick.ch/fr/news/opinion/la-chronique-de-myret-zaki-l-intolerance-intellectuelle-cet-autogoal-que-s-infligent-les-medias-id19425693.html

Edwy Plenel ne respecte pas les principes dont il se prévaut

Dans votre courte interview d'Edwy Plenel (EP), ce 13 décembre 2023, ce dernier reprend des accusations infondées à mon égard et réaffirme son mépris en m'associant à Didier Raoult qu'il semble détester au plus haut point. Il manifeste par ailleurs son ignorance des questions scientifiques et médicales. Aussi, lorsqu'il remarque que « *le réel parfois ne rentre pas dans nos convictions et notre rôle c'est d'apporter des informations qui obligent une partie de notre public à penser contre lui-même* », on se dit qu'il ferait bien de s'appliquer à lui-même son propre principe de temps en temps.

Un cas particulier qui illustre un phénomène général

Je ne connais pas personnellement EP, mais son opinion me semble emblématique de la façon dont une bonne partie de la gauche intellectuelle et politique s'est comportée durant la crise du Covid. Et comme c'est également ma famille politique, il m'importe de lui répondre et je remercie Kairos de me le permettre. J'ajoute en préambule que j'ai été un soutien et un abonné de *Mediapart* dès sa création, et j'y ai tenu pendant douze ans un blog. Je ne renie rien de tout cela. C'est un journal qui fait de l'investigation, ce qui est essentiel. Mais c'est aussi un journal d'opinion. Il réalise donc des investigations ciblées, des investigations orientées par des positions idéologiques. Je le respecte et je pense même que c'est inévitable. Mais chacun comprend aussi la limite qui est consubstantielle à la démarche : on ne trouve de réponses qu'aux questions qu'on s'est posées. Si on refuse de poser certaines questions, alors on laisse dans l'ombre une partie de la réalité, et cette partie qui demeure obscure est peut-être plus importante que celle que l'on a mise en lumière. Donc, plus on a des convictions idéologiques fortes, plus on devrait faire attention à ce que son investigation ne soit pas partielle voire partiale.

La meilleure preuve du caractère idéologique de la position d'EP est son incapacité à la mettre en discussion. Bien qu'il ne connaisse manifestement pas grand-chose aux questions médicales et scientifiques concernées, son propos est péremptoire, l'homme est sûr de lui, et il a trop d'orgueil pour reconnaître qu'il a pu se tromper. C'est banal. Ce qui l'est moins, c'est que EP en a tellement (de l'orgueil) qu'il n'a jamais voulu ne serait-ce que *discuter* de tout cela. J'ai raconté dans l'épilogue du tome 2 de ma *Doxa du Covid* comment j'ai tenté de dialoguer avec la rédaction de *Mediapart* puisque je réalisais une grande enquête collective et que celle-ci était très suivie par le lectorat du journal. Or, en retour, je n'ai récolté d'abord qu'un silence méprisant (aucune réponse à mes messages proposant de discuter), ensuite beaucoup d'agressivité sur les réseaux sociaux (notamment celle de Fabrice Arfi sur Twitter) et enfin une censure brutale qui a visé d'abord certains de nos articles en particulier, puis la totalité de mon blog que *Mediapart* a menacé de fermer purement et simplement.

L'objectif d'Edwy Plenel (EP) : détruire la crédibilité de Didier Raoult (DR)

EP dénonce l'« *autoritarisme* » de DR, « *c'est un mandarin* » disait-il dès 2020. Et c'est vrai, c'est une réalité. Mais c'est tellement répandu dans le monde académique, notamment en médecine, qu'on s'étonne beaucoup de voir EP utiliser un tel argument. Ça ne peut pas être de la naïveté. C'est donc que sa réflexion est parasitée par une émotion. Cela traduit sa très forte animosité contre la personne de DR. Et c'est l'erreur de base qu'ont fait énormément de personnes. Comment peut-on sérieusement prétendre analyser une crise sanitaire mondiale et discuter des politiques publiques à adopter en ayant une pensée à ce point polluée par des questions de personnalité individuelle ? C'est très mauvais intellectuellement. Et quand ce sont des sociologues qui pensent et agissent comme ça (et j'en connais beaucoup), c'est encore plus grave car c'est profondément anti-sociologique. Imaginez que je prenne position sur l'évolution des politiques de sécurité en France à partir de mon opinion sur la personnalité de tel ou tel grand chef de police. Ce serait ridicule. Donc, accuser DR d'être un affreux mandarin autoritariste est idiot : les facultés de médecine regorgent de mandarins. Les médias aussi d'ailleurs… C'est tristement banal et ça ne devrait pas être un argument.

L'histoire de « la gripette » est également très hypocrite. Oui DR a sous-estimé l'ampleur de l'épidémie et la virulence du Sars-Cov-2 au tout début du mois de février 2020. C'est vrai. Mais là encore, quelle hypocrisie de ne le reprocher qu'à lui alors que la quasi-totalité des commentateurs faisaient de même à ce moment-là. Il faut se souvenir que fin janvier 2020 la ministre de la santé, Agnès Buzyn, disait encore que le virus ne sortirait peut-être pas de Chine et l'OMS disait ne pas savoir si la transmission interhumaine était avérée. Le 10 mars 2020, le très médiatique médecin Michel Cymès déclarait encore dans l'émission *Quotidien* sur la

chaîne TMC que « *ça reste une maladie virale comme on en a tous les ans* ». Bref, si la plupart des commentateurs se sont trompés au tout début de la crise, alors il est malhonnête intellectuellement de n'en faire reproche qu'à un seul.
Troisième erreur d'EP : DR n'a jamais dit ou écrit nulle part qu'il avait un remède « *miracle* » contre la Covid. Ce sont des formules de journalistes sensationnalistes, et EP devrait le savoir. DR a dit que le protocole de soins de l'IHU permettait de diminuer rapidement la charge virale et donc les risques d'aggravation de la maladie si on la traitait dès l'apparition des premiers symptômes. Et au-delà du protocole en question, il a surtout (avec d'autres, comme Christian Perronne) incarné la résistance de médecins à qui, pour la première fois de l'histoire, un gouvernement réputé démocratique a voulu interdire de soigner les gens (« Restez chez vous, prenez du doliprane »), ce qui a eu des conséquences mortifères terribles. C'était ça le débat de fond (que j'ai essayé de valoriser autant que j'ai pu) : comment soigner les gens pour réduire le nombre de malades et le nombre de morts ? Or, en concentrant toute son énergie à vouloir détruire la personne de DR, *Mediapart* a contribué de façon importante à empêcher la tenue d'un débat contradictoire sur cette question qui était pourtant cruciale. Il a ainsi été un des acteurs majeurs de la grande diversion que constitue à mon sens la « polémique Raoult » (voir le tome 1 de ma *Doxa du Covid*).
La réalité est que *Mediapart* n'a jamais investigué cette question [du vaccin], n'a jamais organisé le moindre débat contradictoire sur cette question et n'a jamais sorti la moindre information originale sur cette question.

Edwy Plenel ne connaît pas les questions médicales et scientifiques concernées
Il est navrant d'entendre EP déclarer : « *Nous avons montré combien le vaccin restait la protection la plus sûre* ». La réalité est que *Mediapart* n'a jamais investigué cette question, n'a jamais organisé le moindre débat contradictoire sur cette question et n'a jamais sorti la moindre information originale sur cette question. *Mediapart* a simplement repris à son compte ce que d'autres disaient. Sur ce sujet, il a fait état du même conformisme et de la même crédulité que les autres médias. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que c'est encore une grosse erreur. Car, au fil des mois, tout ce que j'ai écrit avec mon équipe sur le sujet à partir de l'été 2021 se confirme. Je rappellerai au moins quatre choses.

1) La récente technologie de l'ARN messager n'avait jusqu'à présent été expérimentée sur l'homme que dans le cadre de traitements contre le cancer et avec des résultats plus que décevants. Des sociétés comme Moderna et BioNTech ont poussé depuis dix ans à son transfert vers la beaucoup plus lucrative et beaucoup moins légalement encadrée production de vaccins, mais cela n'avait jamais été testé sur les humains. Nous avons bien affaire à un produit expérimental et à une expérimentation à l'échelle mondiale. Et la moindre des choses aurait dû être d'adopter une attitude extrêmement prudente (principe de précaution). Hélas, EP est à l'image de toutes ces élites intellectuelles et politiques qui n'ont pas réellement de formation scientifique et qui invoquent « la Science » avec un S majuscule, comme on invoquerait un Dieu. C'est une posture idéologique. Cela s'appelle le scientisme. Or, la science ce n'est pas le scientisme. La science, c'est une démarche de recherche et de découverte progressive du réel, qui requiert de façon *sine qua non* la liberté d'investiguer, la liberté de s'exprimer et le débat collectif contradictoire. Le scientisme est un dogme, la science en est *par définition* le contraire.

2) Les industries pharmaceutiques ont des pratiques criminelles qui sont archi-connues, et *Mediapart* a eu à traiter plusieurs scandales sanitaires au fil des ans. Croire au miracle vaccinal de Pfizer et Moderna, au point d'empêcher même qu'on puisse avoir un débat contradictoire à ce sujet, est donc une naïveté et/ou un dogmatisme absolument confondants.

3) en 2021 et 2022, toute la propagande vaccinale a reposé sur un argument moral, la culpabilisation : « vaccinez-vous pour protéger les autres ». Or, nous avons écrit dès juillet 2021 qu'il était clair statistiquement que ces produits n'empêchaient nullement ni d'attraper et de transmettre le virus, ni de tomber malade du Covid par la suite (quel que soit le nombre de doses). Cela se voyait dans les données statistiques, tout simplement. Et c'est aujourd'hui une évidence empirique que personne ne peut contester. Du reste, Pfizer lui-même a reconnu devant le Parlement européen qu'il n'avait pas conçu son produit pour ça et qu'il ne l'avait jamais testé en ce sens. Ce discours moral repris en cœur par la quasi-totalité des médias reposait donc en réalité sur… du vent.
4) nous avons écrit dès août 2021 que toutes les bases de pharmacovigilance signalaient un nombre extrêmement élevé d'effets indésirables (EI) légers comme graves. Et là encore, ceci est une évidence que chacun peut vérifier et qui n'a fait que se confirmer depuis. Les EI graves sont désormais très documentés

dans la littérature scientifique, qu'il s'agisse d'allergies sévères, d'hypertension, de dérèglements du système immunitaire (syndromes de Guillain-Barré par exemple), de thromboses, de dérèglements du cycle menstruel notamment chez les jeunes femmes, de maladies cardiaques (myocardites, péricardites) notamment chez les jeunes hommes, de la réactivation de cancers chez les personnes plus âgées, de paralysies et autres affections neurologiques… la liste est très longue. De fait, il est aujourd'hui établi dans la bibliographie scientifique que la protéine Spike passe dans le sang et se répand dans tout l'organisme. Et je redis ici que les lendemains seront très compliqués pour tous les journalistes qui, pour des raisons diverses, n'ont pas la présence d'esprit ou le courage de mettre un minimum à distance le narratif des industries et des gouvernements occidentaux. Ce dossier des effets indésirables graves des thérapies à ARNm va fatalement revenir sur le devant de la scène tôt ou tard, parce que la réalité ne pourra pas être cachée ou travestie éternellement.

Quand un défenseur auto-proclamé de la liberté la refuse aux autres

Pour finir, quand EP dit que « *Laurent Mucchielli disait des choses radicalement fausses* », on aimerait bien savoir lesquelles et pouvoir en discuter. Mais là encore, c'est typique d'un rejet global, par principe, qui révèle que derrière l'aspect intellectuel il y a une dimension subjective, émotionnelle ou idéologique. Il y a des choses que j'avais le droit de dire et d'autres que je n'avais pas le droit de dire parce qu'elles sont taboues. J'ai écrit deux livres, dont un avec 30 autres collègues chercheurs et médecins, qui donnent plus de 700 pages et plusieurs centaines de références scientifiques en bibliographie. Or je n'ai jamais lu nulle part une analyse de ce travail, même hypercritique. Encore une fois, il n'y a pas de débat contradictoire et pas d'échanges constructifs d'arguments. Il n'y a que des postures d'autorité et de l'ostracisation globale. Ce n'est pas sérieux intellectuellement et c'est très grave parce que le sujet est très grave.

Pour conclure, je dirais à EP qu'il ferait bien de se poser de temps en temps deux ou trois questions sur son attitude durant la crise du Covid. On ne peut pas se gargariser de mots comme « liberté de la presse », « indépendance », « besoin d'investiguer », « liberté d'expression », « protection des lanceurs d'alertes », « esprit critique », « surveillance de l'action des puissants de ce monde », etc., et en même temps avoir de tels partis-pris idéologiques et pratiquer une telle ostracisation et une telle censure des gens qui ne pensent pas comme vous, *a fortiori* lorsqu'ils se réclament par ailleurs exactement des mêmes valeurs que vous ! La moindre des choses serait d'accepter d'en discuter tranquillement avec eux. EP le refuse et, comme d'habitude, il le fait de surcroît en se posant en donneur de leçons. La réalité est que, face à la censure dogmatique de *Mediapart*, c'est un autre média indépendant, politiquement lui aussi très clairement de gauche, *Quartier Général* créé et dirigé par Aude Lancelin, qui m'a accueilli. Et elle ne l'a pas fait avant tout par adhésion enthousiaste à telle ou telle de mes analyses sur la crise du Covid, elle l'a fait *par principe* ou *pour le principe*. Je terminerai donc en disant simplement ceci à Edwy Plenel : affirmer à l'oral des grands principes, c'est très bien ; mais la seule chose qui révèle qui vous êtes, c'est la façon dont vous agissez lorsque vous êtes en situation. Et si vos actes ne sont pas en cohérence avec vos discours, alors il y a un problème.

Laurent MUCCHIELLI, directeur de recherche au CNRS
Publié le 19 décembre 2023

https://www.kairospresse.be/edwy-plenel-ne-respecte-pas-les-principes-dont-il-se-prevaut/

Interview d'Edwy Plenel : https://www.kairospresse.be/la-liberte-de-la-presse-oui-mais-pas-pour-tous/
Kairos était présent à Paris le 30 novembre dernier pour les États généraux de la presse indépendante. L'occasion d'interviewer Edwy Plenel, lequel a relayé pendant la crise Covid nombreuses des « vérités scientifiques » du gouvernement français… ses certitudes actuelles ne nous rassurent pas.
Enfin, à vous de vous faire une idée.

Le Conseil d'État statue en faveur de France-Soir

Vendredi 1er mars 2024, le Conseil d'État a statué en faveur de France-Soir. ©F.Froger / Z9

Vendredi 1er mars 2024, le Conseil d'Etat a statué en faveur de la liberté d'expression dans le cadre de l'affaire qui opposait le ministère de la Culture à *France-Soir*.
Le Conseil d'État était appelé à statuer sur l'appel du ministère de la Culture concernant le jugement en référé du tribunal administratif du 13 janvier 2023 qui avait suspendu la décision de la CPPAP (Commission paritaire des publications et agences de presse) de ne pas renouveler l'agrément de *France-Soir* au 30 novembre 2022.
Le Conseil d'État a confirmé la décision du juge des référés, statuant sur le fait qu'il y avait urgence, de suspendre la décision de ne pas renouveler l'agrément de *France-Soir,* ce non-renouvellement mettant en péril la publication, sa société éditrice et des emplois. En outre, il a jugé que la CPPAP n'avait pas fourni à *France-Soir* la possibilité de se défendre, en produisant un mémoire écrit par le ministère de la Santé à la demande de la CPPAP et de sa présidente Mme Franceschini, sans que *France-Soir* n'en soit informé. Le rapport du ministère de la Santé ayant constitué la base de la décision partiale de la CPPAP, en évaluant huit articles de France-Soir (sur plus de 2 500 articles au cours de l'année), articles qui auraient présenté un danger pour la santé des français.
En sus, le Conseil d'État a enjoint la CPPAP à statuer sous deux mois sur l'agrément de *France-Soir* comme cela aurait dû être fait depuis septembre 2023.

Xavier Azalbert, directeur de la publication de *France-Soir* apporte son soutien total aux médias dont l'agrément est en cours de revue, comme CNews. Et trouve scandaleux les propos propagandistes de Nicolas Tenzer, président du centre d'étude et de réflexion pour l'action politique, qui s'en prend à Omerta, Éric Dénécé, Caroline Galacteros, et *France-Soir*, sans apporter de preuves factuelles à ses assertions. Xavier Azalbert rappelle que devant le Sénat, il serait normal de favoriser les faits afin d'éclairer de manière objective le débat...

FRANCE-SOIR
Publié le 05 mars 2024

Média et indépendance

Dominique Pinsolle : affranchir la presse de l'État et de l'argent

Illustration : Albert Tercero

L'autodéfense intellectuelle ne peut se concevoir sans un rapport critique aux médias dominants. Mais déconstruire, analyser et dénoncer ne suffit pas. C'est à une transformation radicale du système médiatique que tout mouvement émancipateur doit s'atteler, et à laquelle appelle ici l'historien Dominique Pinsolle, auteur du livre *À bas la presse bourgeoise ! Deux siècles de critique anticapitaliste des médias* (Agone, 2022).
Le mouvement contre la réforme des retraites l'a rappelé : dès que la contestation s'autorise une certaine radicalité, éditorialistes, animateurs et présentateurs les plus en vue froncent les sourcils et haussent le ton. Deux ans de plus qui vont littéralement faire mourir des gens au travail ? « D'accord, d'accord, mais ces poubelles, allez-vous les ramasser oui ou non ? » Cette tragi-comédie médiatique s'enclenche irrémédiablement, à chaque conflit social. À tel point que tout projet de transformation sociale un tant soit peu sérieux est condamné à se heurter à ce mur de l'information. Comment pourrait-il en être autrement quand quasiment tous les grands médias sont des entreprises privées dont le destin est lié à celui du capitalisme ?

Inutile de s'inquiéter, entend-on dans certains milieux militants : ces vieux canaux que sont les journaux, la radio et la télévision n'intéressent plus personne à part les *boomers*. Tout se jouerait désormais en ligne, où chacun peut picorer selon ses envies, hors du carcan idéologique des médias *mainstream*. Et pour qui veut faire entendre une parole dissidente, quelques clics suffiraient. L'idée n'est pas neuve. Déjà, à la fin des années 1990, quand internet déployait sa toile, le mouvement altermondialiste s'enthousiasmait pour le réseau Indymedia et les communiqués « intergalactiques » du sous-commandant Marcos.
Les « zones autonomes temporaires », théorisées par l'auteur anarchiste Hakim Bey, semblaient proliférer dans l'archipel des serveurs disséminés à travers le monde. *« Don't hate the media, become the media »* devint alors le slogan préféré d'une nouvelle internationale d'activistes persuadés que la parole des peuples ne pourrait plus être étouffée par la propagande néolibérale. Le smartphone s'ajouta bientôt à leur attirail, prouvant à leurs yeux sa subversivité lors des « printemps arabes » en 2010, puis du mouvement des Indignés et d'Occupy Wall Street, avant que les Gilets jaunes n'en fassent leur outil préféré d'organisation et de communication.

Produire sa propre contre-propagande
Se défendre intellectuellement impose de prendre ses distances avec ce discours technophile postulant une différence essentielle entre internet et les médias traditionnels. S'il est vrai que blogs, journaux en ligne et autres chaînes YouTube ont décuplé les possibilités de faire facilement entendre une voix non alignée, il n'en

reste pas moins que ces espaces sont aux mains de forces économiques tout aussi capitalistes (même de manière plus « cool ») que le vieux capitalisme de presse hérité du XIXe siècle.
Certains (comme *Rue89* par exemple) en ont d'ailleurs fait les frais, redécouvrant rapidement derrière l'eldorado du journalisme en ligne la banalité du Monopoly médiatique. Connectés au vieux monde de l'information, ces tuyaux numériques le sont aussi par leur contenu : il suffit de jeter un œil aux commentaires ininterrompus de séquences de BFM ou de « TPMP » sur Twitter pour voir à quel point les réseaux sociaux dépendent des médias d'antan pour alimenter « buzz » et polémiques. La révolution ne sera pas télévisée, avertissait Gil Scott-Heron en 1971 ; elle ne se fera pas non plus en ligne.
Aucune échappatoire face à la propagande médiatique et à la mainmise de la bourgeoisie sur les moyens d'information ne serait donc possible ? L'histoire, en particulier celle de la gauche, nous montre le contraire. Plusieurs moyens, dont certains ont été oubliés, existent pour se défendre. D'abord (et c'est par là que la CGT et les révolutionnaires de la « Belle Époque » ont commencé) critiquer, analyser, décortiquer et déconstruire patiemment la petite musique conservatrice distillée par les grands médias soi-disant « objectifs ». Des communards à Action-critique-médias (Acrimed), un même travail politique traverse la gauche, celui de la lutte pied à pied sur le terrain médiatique, contre une bourgeoisie disposant des principaux organes d'information pour défendre ses intérêts.
Ensuite, produire sa propre contre-propagande, au sens noble du terme, en utilisant tous les supports disponibles. L'histoire regorge d'exemples de ce type, depuis la presse ouvrière et socialiste du XIXe siècle jusqu'aux « *lives* Twitch » insolents d'aujourd'hui, en passant par les journaux gauchistes des années 1960-1970 et les « radios libres ». Enfin, réfléchir à la manière de transformer radicalement le système médiatique, sans se contenter des marges qu'il tolère et qui permettent à la galaxie des médias « alternatifs » (dont *Socialter* est un représentant à sa manière) d'exister. C'est ce que propose Léon Blum lorsqu'il se prononce, en 1928, pour une nationalisation de la presse. C'est ce que font également les résistants lorsqu'ils interdisent, à la Libération, les titres « collabos », mettent en place des mesures anti-concentration draconiennes et promeuvent l'idée d'un statut particulier pour les entreprises de presse.
C'est à nouveau ce que tentent les sociétés de rédacteurs qui, dans les années 1960, cherchent à prendre le contrôle du capital des sociétés qui les emploient pour se protéger des milieux d'affaires. C'est enfin ce que promettent les socialistes arrivés au pouvoir en 1981, avant de renoncer à leurs engagements : briser les monopoles dans la presse (notamment celui de Robert Hersant) et libéraliser la radio et la télévision sans que la privatisation prenne le dessus. Autant d'idées et de projets restés en suspens, qui n'attendent que d'être repris par une gauche enfin prête à s'attaquer aux structures médiatiques profitant aux grandes fortunes.

Socialiser la presse

Mais comment envisager, ici et maintenant, cette transformation qui n'a jamais eu lieu ? Il faut sérieusement s'armer intellectuellement pour passer outre les habituelles objections : « On n'y peut rien, ça toujours été ainsi », « il vaut mieux des médias privés que des médias d'État », « tout n'est pas si noir, un certain pluralisme existe quand même ». Le rappel de quelques évidences suffit pour sortir de ces ornières : tous les médias n'ont pas toujours été aux mains de quelques riches, la concentration étouffe les opinions minoritaires aussi efficacement qu'une censure gouvernementale, et être toléré à la marge n'équivaut pas à avoir voix au chapitre. Une fois ces verrous débloqués, l'élaboration d'un projet de refonte radicale du système médiatique peut commencer. Aucun mode d'emploi n'existe, et une telle ambition ne peut être portée que collectivement et politiquement. Mais certaines voies ont déjà été explorées, et des pistes sérieuses existent pour imaginer une information affranchie de l'État comme de l'argent.

La solution de la nationalisation totale, envisagée par Blum, n'est pas satisfaisante, car elle fait à nouveau planer sur les journalistes l'ombre du contrôle étatique. Cependant, comme le défend l'homme de presse Jacques Kayser dans les années 1950 ou encore le philosophe Paul Ricœur dans la décennie suivante, cette nationalisation pourrait concerner les moyens d'impression et de distribution des journaux (auxquels il serait possible d'ajouter les tâches d'administration), tout en laissant intacte l'indépendance des rédactions. Une sorte de service public de l'information, qui garantirait aux différents courants politiques de jouir dans les mêmes conditions matérielles de la liberté de la presse, sans que l'avantage soit donné aux nantis. Afin d'éviter toute intrusion du pouvoir d'État, ce système pourrait être envisagé (comme Pierre Rimbert l'a fait avec *Le Monde diplomatique* en 2014) sous la forme d'une infrastructure socialisée (et non nationalisée) reposant au moins en partie sur des cotisations semblables à celles qui alimentent la Sécurité sociale.

Et pour s'assurer que les médias marchands ne profitent pas de ce système comme ils siphonnent aujourd'hui les subventions publiques de manière éhontée, quelques conditions d'accès suffiraient : être une entreprise non lucrative dont le capital est contrôlé par ses salariés (idée portée depuis les années 1960 par le mouvement des sociétés de rédacteurs), refuser toute publicité commerciale (position défendue par les syndicats de l'ORTF en 1968 puis une partie des « radios libres » à la fin des années 1970), réaliser un véritable travail d'information générale et contribuer au débat politique, etc.

Briser les chaînes financières des médias

Ces mesures trouvent leur origine dans un paysage médiatique dominé par la presse, mais rien n'interdirait de les étendre à la radio, à la télévision et aux médias en ligne. Considérant l'ampleur prise par internet et les réseaux sociaux, allons même plus loin et imaginons (soyons fous) une taxe sur les Gafam reversée à ce service commun.

Dans ce système, les médias « alternatifs » ne seraient plus « alternatifs », mais travailleraient dans les mêmes conditions matérielles que leurs concurrents, ou en tout cas dans des conditions beaucoup moins précaires. *Socialter*, par exemple, verrait ses dépenses d'administration, de production et de distribution prises en charge par un service commun financé au moins en partie par la collectivité (via une nouvelle cotisation prélevée sur les richesses produites). Et il ne lui resterait plus qu'à couvrir, par ses ventes, ses frais de rédaction.

Tous les problèmes ne se trouveraient pas pour autant résolus d'un coup de baguette magique, et nombre de questions resteraient en suspens : cette nouvelle offre rencontrerait-elle une demande suffisamment large pour sortir de la marge ? Le secteur lucratif ne continuerait-il pas à dominer le marché par son sensationnalisme, son contenu racoleur et ses méthodes publicitaires ? Le profil social des journalistes, très éloigné aujourd'hui des milieux populaires, n'engendrerait-il pas aussi des biais d'analyse dans des médias libérés de la mainmise financière ?

Autant d'interrogations amenées à nourrir une réflexion politique de fond, qui doit débuter par une remise en cause des structures économiques de la production de l'information. Car là réside le nœud du problème, qui remonte à la loi de 1881 sur la liberté de presse, encore en vigueur aujourd'hui. À l'époque, ce texte constitue une immense victoire pour les républicains, qui ont tant lutté contre la censure sous toutes ses formes au XIXe siècle. Mais la liberté consacrée est aussi celle des patrons de presse : en ne disant rien sur la dimension économique des journaux, la loi entérine le fait que ces derniers doivent être gérés comme des entreprises ordinaires, à la merci du premier homme d'affaires venu. Tant que les chaînes financières des médias n'auront pas été brisées, les plus puissants d'entre eux demeureront des obstacles à nos luttes. Nous nous mobilisons pour l'hôpital public, pour l'école publique, pour l'université publique : faisons de même pour l'information !

Dominique PINSOLLE (Socialter), 07 juillet 2023

Dominique Pinsolle est l'auteur du livre *À bas la presse bourgeoise ! Deux siècles de critique anticapitaliste des médias* (Agone, 2022)

[Tribune] La France doit garantir et renforcer la protection des sources des journalistes, pas la torpiller

Alors que l'Élysée a lancé ses très verticaux « États généraux de l'information » en octobre dernier, la diplomatie française s'applique à permettre la surveillance des journalistes et de leurs sources, via un article de l'European media freedom Act. Rapports de force est signataire de la tribune ci-dessous qui réclame que l'article en question soit débarrassé de son volet liberticide lors de son adoption vendredi 15 décembre à Bruxelles.

Nous, syndicats de journalistes, sociétés des journalistes, associations, médias, considérons que la liberté de la presse ne peut pas s'accommoder d'une exception de sécurité nationale autorisant l'espionnage des journalistes. Ceci est pourtant l'objet d'un actuel vif lobbying de l'État français dans le cadre de l'imminente adoption du règlement européen sur la liberté de la presse et des médias (European media freedom act, EMFA).
Les gouvernements des États membres, les eurodéputé·es et la Commission européenne ont jusqu'à ce vendredi 15 décembre pour trouver un compromis sur ce texte. Or, si ce texte comporte une très grande majorité de dispositions renforçant la liberté de la presse, et donc est un progrès, il comporte hélas aussi quelques dispositions liberticides.

Tel que proposé par les États membres européens, l'article 4 permet l'utilisation de logiciels espions de type Pegasus en cas d'« impératif prépondérant d'intérêt public, en accord avec la Charte européenne des droits fondamentaux » et pour enquêter sur une longue liste de 32 délits punis de trois à cinq ans de prison, incluant le terrorisme mais aussi les crimes informatiques, la contrefaçon ou encore le sabotage. La France milite actuellement activement pour que la protection des sources soit levée dans de tels cas. Concrètement, les appels, les e-mails et les échanges sécurisés entre les journalistes et leurs sources liées à ces enquêtes pourraient être interceptés – en toute légalité – par les services de renseignement.
Insistons : la protection des sources des journalistes est une condition fondamentale de la liberté de la presse, et par conséquent de la démocratie. Elle est d'ailleurs reconnue comme telle par la Cour européenne des droits humains (CEDH).
De nombreuses démarches ont déjà été menées auprès des autorités européennes pour que le règlement sur la liberté de la presse et des médias (European media freedom act) ne soit pas affaibli par une telle exception, qu'il serait impossible d'encadrer efficacement.
En septembre 2023, 500 journalistes ont signé une lettre appelant le Parlement européen à instaurer une interdiction absolue de surveiller les journalistes en utilisant des logiciels espions.
Le 30 novembre dernier, dix-sept des plus importantes organisations d'éditeurs et de journalistes en Europe ont fait part aux dirigeants européennes de leur inquiétude :
« *Au vu des récents développements dans les États membres de l'UE, tels que la prolifération d'outils de surveillance intrusifs, il est d'autant plus important que l'EMFA protège efficacement les fournisseurs de services de médias, les journalistes et leurs sources. Nous sommes profondément préoccupés par l'effet dissuasif qui pourrait s'ensuivre si le texte final fixe des conditions pour la divulgation des sources qui sont en deçà des normes internationales en matière de droits de l'homme, et maintient le paragraphe selon lequel "Le présent article [Article 4] est sans préjudice de la responsabilité des États membres en matière de sauvegarde de la sécurité nationale*". »
La présidente de la Fédération européenne des journalistes, Maja Sever, a déclaré : « *Pour les journalistes, l'article 4 est l'article le plus important, car l'idée initiale est de protéger les sources des journalistes et d'apporter une sécurité juridique aux journalistes et aux médias. Pourquoi ajouter une clause sur la sécurité nationale dans une loi visant à protéger la liberté des médias, alors que nous savons tous que la sécurité nationale est traitée au niveau national ? Ceci reflète une approche illibérale* ».
Pour Dominique Pradalié, présidente de la Fédération internationale des journalistes (FIJ), « *cet espionnage, rendu possible, serait non seulement une atteinte grave à la liberté de la presse en Europe mais un signal catastrophique pour les autres continents !* ».

Des articles de Investigate Europe, Disclose et Follow The Money révèlent qu'encore sept pays, dont la France – notamment par la voix de sa ministre de la Culture, Rima Abdul Malak – continuent d'insister sur la légalisation de l'espionnage des journalistes, « en cas de sécurité nationale ».
Seule une formulation du règlement européen sur la liberté de la presse et des médias incluant les conditions de la CEDH et la jurisprudence, en vertu desquelles les interférences avec les libertés des journalistes peuvent être justifiées, serait pour nous acceptable. C'est le cas de la proposition du Parlement, adoptée le 3 octobre dernier, stipulant que la surveillance des journalistes ne pourrait être autorisée que par une autorité judiciaire indépendante et pour « *enquêter ou empêcher un crime sérieux, sans lien avec l'activité professionnelle du média ou de ses employés* » et sans que cela ne permette « *d'accéder aux sources journalistiques* ».

Nous appelons solennellement le président Emmanuel Macron et le gouvernement français, à retirer cette dérogation au titre de la « sécurité nationale » incompatible avec les standards européens pour l'exercice du journalisme. Sans protection des sources, pas de journalisme, pas de démocratie.

Signataires de l'appel

Syndicats
Syndicat national des journalistes (SNJ), Syndicat national des journalistes – CGT (SNJ-CGT), CFDT Journalistes, Syndicat général des journalistes – FO (SGJ-FO), Syndicat de la presse indépendante d'information en ligne (Spiil), Fédération européenne des journalistes (FEJ), Fédération internationale des journalistes (FIJ)

Sociétés de journalistes
SDJ de l'AFP, SDJ de TF1, SDJ de L'Express, SDJ de La Tribune, SDJ de Challenges, SDJ de franceinfo.fr, SDJ de l'Informé, SDJ de RFI, SDJ de Mediapart, SDJ d'Arrêt sur images, SDJ d'Epsiloon, SDJ de L'Humanité, SDR du Monde, SDJ de France 24, SDJ de France 3 rédaction nationale, SDJ de France télévisions rédaction nationale, SDJ de Le Figaro, SDJ des Echos, SDJ de Libération, SDJ de L'informé, SDJ de M6, SDJ de Marianne, SDJ de Paris Match, SDJ de Télérama, SDJ de Radio France, SDJ de NRJ, SDJ de LCI, SDJ de l'Obs

Associations ou collectifs
Acrimed – Action Critique Médias, Article 34, Fonds pour une presse libre (FPL), Collectif « Secret défense, un enjeu démocratique », Sherpa, Collectif We Report, Journalisme et Citoyenneté, Ofalp (Observatoire français des atteintes à la liberté de la presse), Un Bout des Médias (UBDM), Les Autres Voix de la Presse, Informer n'est pas un délit (INPD), Splann

Médias
Au Poste, Cellule d'investigation de Radio France, Disclose, Grand-Format, L'Alterpresse68, L'Arrière-Cour, Chabe, Homo nuclearus, 94 Citoyens, Mind, Le Crestois, Le Média, Le Poulpe, Les Jours, Rapports de force, Reflets.info, Reporterre, Rue89 Bordeaux, Rue89 Lyon, Rue89 Strasbourg, Politis

LA RÉDACTION, 14 décembre 2023

https://rapportsdeforce.fr/pouvoir-et-contre-pouvoir/la-france-doit-garantir-et-renforcer-la-protection-des-sources-des-journalistes-pas-la-torpiller-121420032

L'effet « gueule de bois »

Panique aux étages supérieurs des rédactions françaises : *« Une petite musique inquiétante se répand à travers le monde,* s'alarme l'éditorialiste du *Figaro* Philippe Gélie, *celle d'une défaite inéluctable de l'Ukraine »* (8 décembre 2023). Après l'échec de la contre-offensive, l'attention internationale se détourne vers Gaza et les Occidentaux mégotent sur l'aide militaire apportée à Kiev. *« Toute diminution de l'aide à l'Ukraine serait un drame »,* prévient un titre de *Libération* (14 décembre) tandis que France Inter interroge Bernard-Henri Lévy : *« Comment il va Volodymyr Zelensky ? Vous le voyez régulièrement. »* Simultanément, *Le Monde* (14 décembre) met en garde contre *« la mauvaise option de la faiblesse »* et décrit le président ukrainien *« le visage tendu, le regard presque suppliant »* plaidant *« désespérément »* sa cause.

Même LCI, la chaîne de propagande ukrainienne en langue française et en continu, peine à remonter le moral. *« Pour nous, c'est effrayant,* admet le général Vincent Desportes ; *on avait parié sur une descente aux enfers de la Russie, et c'est tout le contraire »* (10 décembre). Le journaliste Gallagher Fenwick admoneste les chancelleries qui chancelleraient : *« Tout ce que vous économisez aujourd'hui en dollars, vous le paierez demain en hommes. (…) Et je ne vois pas ce qui empêcherait Vladimir Poutine de venir lécher les frontières de l'OTAN [Organisation du traité de l'Atlantique nord] »* (LCI, 9 décembre). *« Cette déprime d'automne s'explique d'abord par un effet "gueule de bois",* reconnaît Jean-Dominique Merchet dans *L'Opinion* (11 décembre). *Au printemps, Ukrainiens et Occidentaux s'étaient laissé enivrer par l'idée d'une victoire militaire rapide et d'un effondrement russe dès l'été. »* Il avait lui-même tété goulûment ce flacon en n'excluant pas il y a quelques mois que l'Ukraine puisse *« reprendre la totalité de son territoire, y compris la Crimée »* (24-25 février).

Or une longue enquête publiée par le *Washington Post* le 4 décembre dernier vient d'établir que la bérézina ukrainienne est aussi celle des dirigeants occidentaux, éperonnés par les éditorialistes va-t-en-guerre. On savait que les armes, l'entraînement, le renseignement provenaient du Pentagone. Mais on ignorait que les plans de la contre-offensive avaient été élaborés au cours de *« huit exercices de simulation miniatures »* dans une base américaine en Allemagne, en compagnie de militaires britanniques et ukrainiens : *« Le général Mark A. Milley, alors chef d'état-major interarmées des États-Unis, le colonel-général Oleksandr Syrsky, commandant des forces terrestres ukrainiennes, ont assisté à plusieurs des simulations. » M.* Milley avait même prodigué d'astucieux conseils aux forces spéciales envoyées derrière les lignes ennemies : *« Aucun Russe ne devrait s'endormir sans s'inquiéter d'avoir la gorge tranchée pendant la nuit. »*

Les « alliés » lancent leur opération le 8 juin 2023. Dès le 12, face à la résistance russe, *« des mois de planification avec les États-Unis doivent être mis au panier et la contre-offensive, déjà retardée, qui se fixait pour objectif d'atteindre la mer d'Azov avant trois mois, marque un arrêt quasi complet ».* Ainsi, dès la deuxième semaine de juin, des analystes bien informés savaient l'affaire compromise. Mais à un moment où, selon le chroniqueur humoristique de France Inter Matthieu Noël, le spécialiste militaire *« Pierre Servent était comme moulé dans le siège invité de ce studio »,* les auditeurs de la radio publique, eux, restaient confiants dans l'issue que cet amoureux de l'OTAN avait prophétisée : *« la dislocation de l'outil militaire russe »* (France Info, 24 février) ; *« le pouvoir poutinien très sérieusement fragilisé »* (France Inter, 26 juin). Début novembre, quand le général ukrainien Valery Zaloujny admet lui-même *« l'impasse »* de son armée, Servent s'emporte : *« La logique de sa déclaration, c'est la démission. En temps de guerre, si vous dites ça à vos soldats, vous les découragez »* (LCI, 2 novembre).

« On s'était pris à y croire, reconnaît Juliette Bénabent, grand reporter à *Télérama* (13 décembre), *sanctions, condamnation quasi unanime de Vladimir Poutine, aides inédites au pays agressé… Une victoire de l'Ukraine envahie par l'ogre russe, d'abord inimaginable, a un temps paru possible. Près de deux ans plus tard, l'inquiétude remonte en flèche. »* Le journaliste vedette de France Culture Thomas Cluzel avait dénoncé en Ukraine *« une véritable boucherie au cœur même de l'Europe », « le réveil du spectre de la guerre d'extermination par la faim », « la progression des forces de l'envahisseur à coups de bombardements destructeurs ».* Une autre « gueule de bois » s'annonce. Car ce sont les massacres israéliens à Gaza que Cluzel décrit à présent : *« La situation est apocalyptique. L'enclave compterait davantage de morts civils que l'Ukraine en deux années de guerre »* (13 décembre).

Serge HALIMI & Pierre RIMBERT (Monde diplomatique, janvier 2024)

Liban, L'attaque israélienne meurtrière contre des journalistes doit faire l'objet d'une enquête pour crime de guerre

La *frappe israélienne* contre un groupe de *sept journalistes* dans le sud du Liban le 13 octobre, qui a tué le journaliste de Reuters Issam Abdallah et en a blessé six autres, était probablement une *attaque directe sur des civil·e·s*, qui doit faire l'objet d'une enquête pour *crime de guerre*, a déclaré Amnesty International le 7 décembre 2023.
Amnesty International a vérifié plus de 100 vidéos et photographies, analysé des fragments d'armements retrouvés sur le site et interrogé neuf témoins. D'après ses conclusions, le groupe était identifiable en tant que journalistes et l'armée israélienne savait ou aurait dû savoir qu'il s'agissait de civils, mais a malgré tout procédé à l'attaque opérant deux frappes à 37 secondes d'intervalle.

« Notre enquête sur cet événement met en évidence des éléments de preuve attestant qu'il s'agit d'une attaque contre un groupe de journalistes internationaux qui faisaient leur travail et couvraient les hostilités. Le droit international humanitaire interdit absolument les attaques directes contre des civils et les attaques menées sans discrimination, qui peuvent constituer des crimes de guerre, a déclaré Aya Majzoub, directrice adjointe du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International.
« Les responsables de l'homicide illégal d'Issam Abdallah et des blessures subies par les six autres journalistes doivent rendre des comptes. Aucun journaliste ne devrait être pris pour cible ou tué simplement parce qu'il fait son travail. On ne peut laisser Israël tuer ou attaquer des journalistes en toute impunité. Cette frappe meurtrière doit faire l'objet d'une investigation indépendante et impartiale. »

Le groupe de sept journalistes se trouvait en reportage dans le sud du Liban et ils portaient des casques et des gilets pare-balles avec la mention « Presse ». Le 13 octobre vers 17 heures, le groupe a stationné au même endroit dégagé près du village d'Alma al Chaab dans le district de Tyr pendant environ une heure avant l'attaque, à la vue des forces israéliennes postées de l'autre côté de la frontière. Sur le capot de l'une des voitures figurait l'inscription « TV ».
Un hélicoptère Apache israélien, et probablement un drone, étaient en vol stationnaire au-dessus d'eux pendant plus de 40 minutes avant la première frappe, comme on peut le voir ou l'entendre sur les images prises par les journalistes. Les forces israéliennes avaient déployé des tours d'observation, des éléments terrestres et des moyens aériens pour surveiller étroitement la frontière, et auraient donc dû recevoir des informations suffisantes pour leur permettre de savoir qu'il s'agissait de journalistes et de civils et non d'une cible militaire.
Amnesty International n'a trouvé aucun élément indiquant que des combattants ou des objectifs militaires se trouvaient sur ce site, ce qui fait craindre que ces frappes ne constituent des attaques directes contre des civils.
En se fondant sur l'analyse de vidéos et de photos prises sur les lieux – y compris l'analyse de fragments d'armements sur le site, les blessures subies par les victimes, et l'inspection de deux zones d'impact post-

explosion sur un mur de pierre à côté de la route et d'un cratère situé non loin – Amnesty International a déterminé que la première frappe, qui a tué Issam Abdallah et grièvement blessé Christina Assi, journaliste vidéo et photographe de l'AFP, était un obus de char de 120 mm tiré depuis les collines situées entre al Nawaqir et Jordeikh, en Israël. À peine 37 secondes plus tard, une seconde frappe a touché le groupe : cette fois-ci il s'agissait probablement d'un petit missile guidé, qui a mis le feu à une voiture de l'équipe d'Al Jazeera. « En vertu du droit international humanitaire, les parties à un conflit sont clairement tenues de protéger les civils – notamment les journalistes – et doivent en tout temps faire la distinction entre les civils et les biens de caractère civil, et d'autre part les combattants et les objectifs militaires. Pendant un conflit armé, le rôle des journalistes est particulièrement important pour rendre compte de la conduite des hostilités et mettre en évidence de possibles violations », a déclaré Aya Majzoub.

Méthodologie

Amnesty International a interrogé neuf témoins : trois des journalistes touchés lors des frappes et six autres personnes qui se trouvaient à proximité, et qui ont entendu ou vu les frappes et leurs répercussions.

Le Laboratoire de preuves du programme Réaction aux crises d'Amnesty International a vérifié 57 vidéos en lien avec les deux frappes, principalement filmées par des journalistes présents sur les lieux. Il s'agit notamment de 24 vidéos filmées par les journalistes avant l'attaque, sept au moment de l'attaque et 22 juste après, ainsi que quatre autres vidéos qui ont permis de corroborer des précisions. L'équipe a également analysé 55 images, dont des photos de fragments d'armements.

Par ailleurs, Amnesty International a consulté Earshot, une association spécialisée dans la production d'investigations audio pour la défense des droits humains, ainsi que Steven Beck de Beck Audio Forensics, qui a réalisé une analyse sonore de l'avion que l'on entend dans les séquences filmées par les journalistes.

Le 19 octobre, elle a adressé des courriers au ministère libanais de la Défense et à la FINUL, mission de maintien de la paix de l'ONU dans le sud du Liban, sollicitant des informations sur leurs investigations concernant l'attaque du 13 octobre, ainsi que sur les incidents de sécurité consignés le long de la frontière ce jour-là. Le Secrétariat international d'Amnesty International a adressé des lettres à l'unité des porte-parole de l'armée israélienne le 28 novembre et au ministre de la Défense le 2 décembre au sujet de cette attaque. Au moment de la publication de ce document, aucune réponse à ces sollicitations. Amnesty International a également examiné des déclarations pertinentes de l'armée israélienne.

L'attaque contre les journalistes

Le 13 octobre, Issam Abdallah, photojournaliste de Reuters, Thaier Al Sudani, photographe de Reuters, Maher Nazeh, photojournaliste de Reuters, Christina Assi, photographe de l'AFP, Dylan Collins, photojournaliste de l'AFP, Carmen Joukhadar, reporter d'Al Jazeera, et Elie Brakhya, photojournaliste d'Al Jazeera, s'étaient rassemblés dans un lieu proche du village d'Alma al Chaab, dans le sud du Liban, afin de couvrir les affrontements entre les forces israéliennes et le Hezbollah.

Exactement 1 minute et 23 secondes avant la première frappe, ils ont tourné leurs appareils vers le sud-ouest, en direction d'Hanita, et ont commencé à filmer un poste militaire israélien à la frontière avec le Liban. Trois caméras différentes ont ainsi pris des images d'installations militaires israéliennes, comme une tour d'observation et une antenne, et un tank israélien Merkava tirant vers le secteur d'El Dabche, au Liban.

Quelques secondes plus tard, à 18h02, un char israélien stationné à l'est des journalistes a tiré une première salve, tuant Issam Abdallah, qui était assis sur un rebord en pierre, et blessant grièvement Christina Assi. Le deuxième projectile, 37 secondes plus tard, tiré à l'aide d'une arme différente, a touché le sol près du véhicule d'Al Jazeera, y mettant le feu.

« Je regardais Issam lorsque nous avons entendu la [première] explosion, a expliqué Elie Brakhya. J'ai vu son corps propulsé dans les airs, avec la lueur et la chaleur dans son dos... [J]'ai monté la colline en courant, j'ai entendu Christina crier " Je ne sens plus mes jambes ", j'ai fait demi-tour pour revenir à l'endroit où elle se trouvait, j'ai vu Dylan qui cherchait un garrot. »

Dylan Collins de l'AFP a décrit la scène, alors qu'il se précipitait pour venir en aide à sa collègue Christina, blessée, après s'être rendu compte que sa jambe avait été sectionnée par la première explosion : « Dès que je me suis retourné, j'ai entendu la voix de Christina qui disait "Oh, mon Dieu !" et je l'ai rassurée : "Tu vas bien." J'ai couru vers elle et j'ai vu que ses jambes étaient arrachées au niveau de la rotule. »

Au moment de la deuxième explosion, il tentait de faire un garrot autour de ses jambes. Il a raconté : « Lorsque la deuxième explosion a retenti, j'étais stupéfait et étourdi, mais dans ma mémoire floue, je revois

la jambe d'Issam tomber devant moi, je me souviens avoir levé les yeux et avoir vu Carmen près de la voiture, le visage noirci, marchant comme un zombie. Tout son dos était couvert d'éclats d'obus."
Carmen Joukhadar a déclaré qu'après la seconde frappe, elle a vu Elie Brakhya au sol et pensait qu'il était mort. « D'une petite voix, j'ai appelé : "Elie ?" Il a répondu : "Carmen, j'ai mal". »
Sur des vidéos et des photos authentifiées prises juste après l'attaque, on peut voir trois journalistes blessés – Christina Assi, Elie Brakhya et Carmen Joukhadar – ainsi que le corps d'Issam Abdallah et la voiture incendiée d'Al Jazeera.
Amnesty International a examiné le rapport publié le 13 octobre par le Département de médecine légale et de preuves pénales du ministère libanais de la Justice après avoir autopsié le corps d'Issam Abdallah. D'après ce rapport, son corps présentait des blessures et des brûlures graves.
Christina Assi a perdu une jambe et se trouvait encore à l'hôpital au moment de la publication. Dylan Collins a été blessé par des éclats d'obus au visage, aux bras et au dos, Maher Nazeh au niveau des bras et Thaier al Sudani sur tout le côté gauche du corps. Carmen Joukhadar a également été blessée par des éclats d'obus et souffre d'autres blessures, en particulier au niveau des membres inférieurs, tandis qu'Elie Brakhya a été gravement blessé aux deux bras et a eu une épaule fracassée.

Le lieu où se trouvaient les journalistes
Les journalistes s'étaient rassemblés le 13 octobre à côté d'une route sur une colline proche du village d'Alma al Chaab, dans le gouvernorat de Tyr, à environ 1 kilomètre de la frontière israélienne. Ils s'y étaient rendus afin de filmer les affrontements en cours à Hanita, dans le nord d'Israël, après une tentative présumée d'infiltration par des groupes armés palestiniens et une explosion survenue dans l'après-midi à hauteur de la barrière frontalière qui, selon l'armée israélienne [1], « était légèrement endommagée ». Peu après, l'armée israélienne a annoncé [2] avoir « éliminé » la tentative d'infiltration, ajoutant que « des tirs étaient identifiés en direction d'un certain nombre de postes militaires à la frontière libanaise », que l'armée israélienne avait « riposté par des tirs de chars » en direction de l'infrastructure du Hezbollah et que « les tirs visaient l'origine de la fusillade ».
L'Agence nationale de l'Information du Liban a signalé [3] qu'« il y avait un échange de tirs entre la résistance [Hezbollah] et l'ennemi israélien » dans la zone frontalière entre les localités d'Alma al Chaab et de Dhayra.
Les images des caméras des journalistes qui ont subi l'attaque, examinées par Amnesty International, indiquent qu'ils filmaient des affrontements frontaliers entre les forces israéliennes et le Hezbollah et d'autres groupes armés en cinq endroits différents, probablement dans et autour des localités d'Al Nawaqir, Adamit et Hanita en Israël, à au moins 1,5 km de l'endroit où ils se trouvaient.
Les vidéos filmées par les journalistes et authentifiées par Amnesty International montrent que les équipes de presse se trouvaient sur une colline, installées sur une route à côté d'une maison, avec une vue ouverte sur la vallée qui forme la frontière entre le Liban et Israël. Ils se trouvaient donc bien en vue de plusieurs postes militaires israéliens, notamment à Al Nawaqir, Jordeikh et Hanita.

Les journalistes de l'AFP, d'Al Jazeera, de la Société de radiodiffusion libanaise (LBC) et d'Al Jadeed TV ont expliqué qu'ils avaient délibérément choisi ce lieu en haut d'une colline, qui leur permettait de filmer et de couvrir les affrontements à Hanita, sur une autre colline de l'autre côté de la vallée. Ils ont déclaré qu'à la suite de ce qui semblait être des échanges de coups de feu côté israélien de la frontière, l'armée israélienne a lancé une opération pour s'assurer qu'elle avait éliminé la menace d'infiltration. Les vidéos et les images authentifiées montrent que les sept journalistes portaient des gilets pare-balles avec l'inscription « Presse » et que la voiture bleue de l'équipe de Reuters portait la mention « TV » avec du ruban jaune sur le capot.
Le vidéaste d'Al Jazeera, Elie Brakhya, a expliqué les précautions qu'ils avaient prises : « Notre voiture était blanche, nous avons laissé toutes les portes ouvertes, exprès, pour faire savoir que nous sommes des journalistes sur une colline, sans présence militaire, sans buissons, sans personne, juste deux ou trois maisons et du sable blanc. Nous sommes journalistes, donc nous ne choisissons pas d'endroits suspects, mais des endroits très exposés. »
Carmen Joukhadar, reporter d'Al Jazeera, a ajouté : « Nous étions sept reporters, équipés de vestes de presse, de casques, avec trois voitures de presse et plusieurs appareils photos sur des trépieds. Bref, il était impossible de nous manquer. »

Surveillance
Sur les images filmées par Al Jazeera, ainsi que par une équipe d'Alaraby qui filmait les affrontements depuis un autre endroit à Alma al Chaab, on peut voir un hélicoptère israélien Apache en train de survoler la zone.

D'après l'analyse sonore réalisée par Earshot et Steven Beck de Beck Audio Forensics, pendant plus de 40 minutes avant l'attaque contre les journalistes, on entend le bruit d'un hélicoptère tournant en rond et d'un avion à hélices. Ces appareils, qui effectuaient une mission de surveillance, étaient un hélicoptère israélien Apache et très probablement un drone israélien.
Les images tournées par les journalistes montrent également une tour d'observation sur la colline à Hanita. Cette tour surplombe le village d'Alma al Chaab et abrite une station d'écoute des transmissions militaires, chargée de fournir aux forces israéliennes des renseignements en temps réel lors des opérations. En outre, des images satellite et des séquences vérifiées par Amnesty International indiquent qu'une infrastructure similaire existait à Jordeikh, d'où l'on pouvait également voir l'endroit où étaient installés les journalistes.

Origine des frappes et analyse des armes
Les images et les vidéos prises après les frappes, qu'a pu vérifier Amnesty International, indiquent que la première attaque provenait des collines entre les villages d'Al Nawaqir et de Jordeikh, en Israël.
Amnesty International a analysé l'emplacement où se trouvait le corps d'Issam Abdallah après les frappes, la direction dans laquelle les pierres du rebord sur lequel il était assis ont été dispersées, ainsi que la direction dans laquelle l'appareil photo a été secoué et est tombé par terre du fait de la frappe. D'après l'analyse des fragments d'armements, la munition qui a tué Issam Abdallah était un obus de char de 120 mm, très probablement une cartouche M339, fabriquée par Israeli IMI Systems et identifiée dans d'autres investigations d'Amnesty International sur des attaques menées par l'armée israélienne.
D'après l'analyse, elle a été tirée depuis une position israélienne proche de Jordeikh, à l'est des journalistes. Des images vérifiées qu'ont filmé les journalistes ce jour-là confirment que l'armée israélienne tirait depuis cette zone.
La seconde frappe, 37 secondes plus tard, a créé un petit cratère peu profond près du pneu avant du véhicule d'Al Jazeera. D'après les photos des fragments d'armes, cette munition était très probablement un petit missile guidé, mais Amnesty International n'a pas pu identifier le modèle exact, la direction du tir, ni la plateforme de lancement.
Après l'attaque du 13 octobre, l'ambassadeur d'Israël aux Nations unies Gilad Erdan a déclaré [4] dans un communiqué : « Nous n'avons jamais eu l'intention de blesser, tuer ou tirer sur un journaliste […]. Cependant, nous sommes en état de guerre et des événements regrettables peuvent survenir, comme vous le savez. » Le lendemain, l'armée israélienne a déclaré [5] que cet incident faisait l'objet d'une enquête.
Amnesty International et des organisations de défense des droits humains ont mis en évidence l'impunité quasi-totale dont jouit Israël pour les violations commises par ses forces de sécurité, notamment les crimes de guerre présumés. Aussi importe-t-il qu'une enquête indépendante et impartiale soit diligentée.

En mai 2023, le Comité pour la protection des journalistes a souligné [6] qu'au cours des 22 dernières années, pas un seul membre des forces armées israéliennes n'a été inculpé ou tenu pour responsable de la mort d'au moins 20 journalistes.
En 2000, Amnesty International a relevé qu'une frappe israélienne dans le sud du Liban avait tué le journaliste libanais Abd al Rahman Taqqush, qui travaillait à l'époque pour la BBC. Les autorités israéliennes n'ont pas amené les responsables à rendre des comptes.
De même, la journaliste palestinienne Shireen Abu Akleh a été abattue par les forces israéliennes en Cisjordanie occupée en 2022 et les responsables n'ont pas eu à rendre de comptes.

Complément d'information
Trois journalistes libanais couvrant les hostilités dans le sud du Liban ont été tués. Outre la frappe analysée dans ce document qui a coûté la vie à Issam Abdallah, le 21 novembre, trois civil·e·s, à savoir deux journalistes de la chaîne de télévision locale Al Mayadeen – la reporter Farah Omar et le caméraman Rabih Maamari – et leur guide local Hussein Akil ont été tués lors d'une frappe sur le village de Teir Harfa, dans le district de Tyr.
Depuis le 7 octobre, le Comité pour la protection des journalistes a confirmé [7] la mort d'au moins 63 journalistes et professionnel·le·s des médias – 56 Palestiniens, quatre Israéliens et trois Libanais.
Ces décès doivent également faire l'objet d'une enquête indépendante et impartiale.
Les hostilités transfrontalières entre Israël et le Liban se sont considérablement intensifiées depuis le 7 octobre.
Le Hezbollah et d'autres groupes armés ont tiré des roquettes sur le nord d'Israël, tuant [8] trois civil·e·s israéliens, d'après l'armée israélienne. Amnesty International enquête actuellement sur les attaques menées

par le Hezbollah et d'autres groupes armés contre le nord d'Israël afin de déterminer si elles ont violé le droit international humanitaire.

Selon les médias, les bombardements israéliens au Liban ont tué jusqu'à présent pas moins de 16 civil·e·s. Le mois dernier, Amnesty International a recueilli des informations sur l'utilisation par l'armée israélienne d'obus contenant du phosphore blanc dans les villages de Dhayra, al Mari et Aita al Chaab, ce qui pourrait constituer des attaques aveugles et donc illégales. Le 14 octobre, les autorités israéliennes ont nié [9] avoir utilisé du phosphore blanc lors de leurs opérations militaires à Gaza et au Liban.

AMNESTY INTERNATIONAL

Notes

[1] https://www.idf.il/fr/
[2] https://www.idf.il/en/mini-sites/hamas-israel-war-23/real-time-updates/
[3] https://www.nna-leb.gov.lb/fr/
[4] https://www.reuters.com/world/middle-east/reuters-videographer-killed-southern-lebanon-2023-10-13/
[5] https://www.google.com/url?q=https://www.timesofisrael.com/reuters-videographer-allegedly-killed-by-israeli-shelling-in-lebanon-laid-to-rest/&sa=D&source=docs&ust=1702042100050029&usg=AOvVaw0BJh6cwv1hJeDZ1xxSaubL
[6] https://cpj.org/reports/2023/05/deadly-pattern-20-journalists-died-by-israeli-military-fire-in-22-years-no-one-has-been-held-accountable/
[7] https://cpj.org/2023/12/journalist-casualties-in-the-israel-gaza-conflict/
[8] https://www.theguardian.com/world/2023/nov/21/israeli-strikes-on-lebanon-kill-people-including-journalists-and-hamas-official
[9] https://edition.cnn.com/middleeast/live-news/israel-news-hamas-war-10-13-23/h_9c4a97d32aa56c86a480b30f5f2e57e3

https://www.amnesty.be/infos/actualites/sud-liban-journalistes-israel?utm_source=email&utm_medium=email-newsletter&utm_campaign=2023-newsletter-article-01-51

Palestine : naufrage et asphyxie du débat public

Retour sur deux mois d'un traitement médiatique indigne.
Dans sa guerre coloniale sans merci infligée aux Palestiniens, l'État d'Israël tue une majorité de civils, dans une proportion et avec une rapidité plus importantes que lors des attaques américaines les plus intenses en Afghanistan, en Syrie ou en Irak, insiste le *New York Times* [1]. Le 12 décembre, dans les pas de nombreux acteurs parmi lesquels l'historien israélien Raz Segal et plusieurs experts de l'ONU [2], la Fédération internationale pour les droits humains adoptait une résolution « *reconnaissant les actions d'Israël contre le peuple palestinien comme étant un "génocide en cours"* ». Plus de 19 000 morts à Gaza selon les données du ministère de la Santé du Hamas – dont *The Lancet* réaffirma qu'elles n'étaient pas surestimées et « *relev[a] même des bilans sous-estimés* » [3] –, parmi lesquels plus de 5 350 enfants d'après l'Unicef, qui recense en outre au moins 9 000 enfants blessés et 3 500 autres portés disparus [4].
Gaza est dévastée. Des zones urbaines gigantesques sont désormais inhabitables. Les ONG dénombrent près d'1,9 million d'habitants contraints aux déplacements forcés. Famine et épidémies surviennent à mesure que persiste le siège israélien. Le système de santé a périclité. Un tapis de bombes s'abat sans discontinuer sur l'enclave, détruisant toujours davantage d'habitations, d'hôpitaux, d'établissements scolaires et de lieux culturels dont, récemment, le siège des archives de Gaza, symptôme parmi d'autres d'un projet de « *destruction de la culture du peuple palestinien* » [5]. Des dizaines de journalistes ont été tués. La seule UNRWA (agence onusienne pour les réfugiés palestiniens) compte 134 morts parmi ses employés [6]. Et la crainte est réelle, ainsi que l'étaye Gilbert Achcar dans *Le Monde diplomatique*, « *que la guerre en cours ne débouche [...] sur une nouvelle nakba, comme les Palestiniens l'ont très tôt pressenti et comme l'ont ouvertement annoncé des politiciens israéliens, avec à la clé un problème de réfugiés sur le sol égyptien ou, tout au moins, de "déplacés internes" dans des camps au sud de Gaza.* » [7] Quant à la Cisjordanie, l'Autorité palestinienne y recense plus de 260 Palestiniens tués par les colons et l'armée depuis le 7 octobre alors que s'intensifient les agressions et les spoliations répondant aux souhaits d'une annexion du territoire occupé planifiée par le gouvernement israélien [8].
Face à un tel carnage, la complaisance, l'indifférence, la partialité, l'occidentalo-centrisme et le déni de nombreux grands médias français n'en finissent plus de sidérer. Et s'ils ne sauraient être uniformément frappés d'un même sceau d'indignité, loin de là, les exemples à l'appui de l'incurie du débat public français sont légion.

Au service d'une « guerre juste »

Pendant les semaines ayant suivi les massacres du 7 octobre, les médias dominants se sont massivement fait le relai de la propagande de guerre israélienne. L'idée d'une riposte « inéluctable » et « légitime » a constitué l'alpha et l'oméga du débat autorisé, ostracisant les appels au cessez-le-feu et disqualifiant les marques de solidarité envers le peuple palestinien, suspectées de bienveillance à l'égard du Hamas et/ou de soutien au terrorisme.
Les préparations et l'armement des soldats israéliens firent l'objet de reportages écrits et audiovisuels suintant la fascination morbide. L'offensive terrestre fut feuilletonnée et les bombardements, minimisés, faisant office de simples décorums de plateaux ou commentés comme une action « annexe » à ce qui constituerait, dans un futur proche, la « véritable » réponse israélienne.
La question de la conduite d'une guerre par un gouvernement d'extrême droite fut bien souvent euphémisée, ou simplement esquivée par un commentariat « militaire » omniprésent, renforçant la dépolitisation d'un récit médiatique structurellement étanche à l'analyse de l'oppression coloniale depuis des décennies. Au lendemain du 7 octobre, le cadrage médiatique fut donc résolument hostile à toute forme de contextualisation historique des massacres perpétrés par le Hamas, taxée de perspective relativiste ou « monstrueuse ». Un espace-temps médiatique figé, dans lequel se sont dissous les uns après les autres, presque instantanément, les crimes de guerre israéliens.
Pétrie de partis pris et d'inculture, l'information se mit au garde-à-vous face au gouvernement français, dont les déclarations et les positions diplomatiques furent longtemps – et restent souvent – exemptées de toute critique digne de ce nom. De la même manière, les positions des gouvernements occidentaux, alignés pour la plupart d'entre eux sur le soutien indéfectible des États-Unis à Benyamin Netanyahou – notamment leur rôle majeur dans l'approvisionnement à flux tendu de l'armée israélienne en munitions lourdes – ne furent discutées qu'à la marge dans le commentaire « géopolitique », lequel fut largement pollué par la

surreprésentation d'experts décriés par une partie de la sphère universitaire, en plus de l'omniprésence, en particulier sur les chaînes de commentaire, d'acteurs militaires et de porte-parole de l'armée israélienne aux dépens, notamment, des voix palestiniennes.
À mesure que le nombre de morts gazaouis était relativisé et que la déshumanisation des vies palestiniennes se normalisait dans les récits journalistiques – dépersonnalisées, criminalisées ou réduites à des « victimes collatérales » –, les arbitres de la compassion légitime s'érigèrent le droit de sonder les cœurs de leurs opposants, cloués au pilori pour un défaut supposé d'empathie à l'égard des victimes israéliennes et des otages. Dans le même temps, ces combattants autoproclamés de la « raison » jonglèrent avec les invitations de l'audiovisuel privé et public pour exonérer l'État israélien de toute responsabilité dans la mort décrétée « involontaire » des enfants palestiniens sous les bombes.
En dépit d'une diffusion répétée de fausses informations et d'appels va-t'en-guerre, la télévision de propagande i24News – ayant nettement impacté le traitement de BFM-TV, chaîne du même groupe (Altice) – ne vit jamais sa légitimité questionnée, ni par l'Arcom, ni par les pouvoirs publics. Parfois dans sa roue, rédactions et commentateurs ont diffusé sans aucun recul de faux témoignages [9] à propos des atrocités commises le 7 octobre, sur lesquels *Libération* a enquêté, ayant pour certains « *irrigué la presse mondiale, ainsi que les déclarations de responsables politiques occidentaux* ». En France, la fake news des quarante bébés tués et décapités a par exemple été largement diffusée sans le moindre filtre.
Enfin, et comme toujours par temps de guerre, si les conditions d'enquête sont contraintes, on ne peut que déplorer la marginalisation d'informations et de reportages d'envergure s'agissant des traitements dégradants et inhumains – parfois filmés par l'armée israélienne elle-même – infligés à des Palestiniens de Gaza ou de Cisjordanie, dont certains ont pourtant été étayés par des ONG, médias ou agences de presse français [10] et mis en lumière par des acteurs du soutien au peuple palestinien s'exprimant sur les réseaux sociaux, où circulent des images vérifiées qui n'auront jamais percé les écrans des grandes télévisions.
Quant au journalisme politique, il a joué chaque jour à guichet fermé l'affligeant spectacle de sa médiocrité. Deux mois passés à diaboliser La France insoumise – tout en ménageant la place de l'extrême droite au sein du cercle dit « républicain » –, rabâchant à la lettre les mêmes invectives contre son positionnement originel certes discutable et critiquable, mais pourtant explicité publiquement des dizaines de fois. Deux mois à ne présenter les argumentaires de ce courant politique qu'au prisme de leurs visées stratégiques fantasmées ou de leurs intentions supposées – forcément coupables. Deux mois à multiplier les interrogatoires entretenant volontairement la désinformation et les stigmates. Deux mois à abîmer le traitement nécessaire de l'antisémitisme en traquant ce fléau dans toute déclaration critiquant les pressions et la politique israélienne, au point que BFM-TV manipula les déclarations d'un ancien Premier ministre. Deux mois à arbitrer les élégances en imputant principalement à la gauche la responsabilité d'une dégradation du débat public et d'une violence verbale et symbolique dont certains commentateurs ont pourtant déployé les formes les plus crasses en continu, et ce, dans des dispositifs construits sur (et pour) le business du clash.

Face à la catastrophe humanitaire en cours à Gaza, et au fil des multiples cris d'alarmes lancés notamment par les ONG humanitaires, les agences et le secrétaire général de l'ONU, nombre d'interlocuteurs ont petit à petit réussi à créer des brèches dans le mur de la propagande israélienne. L'histoire des « boucliers humains », le conte de l'armée « morale » attachée à « prévenir » et à « préserver les civils » en leur garantissant des « couloirs humanitaires », la fable des conséquences meurtrières « non intentionnelles » des bombardements, etc. ne se racontent plus aussi facilement. Toutefois, la permanence de tels éléments de langage dans le débat public – où ces derniers, loin d'être irrémédiablement disqualifiés, ont encore libre cours – témoigne des frontières pour le moins étanches qui séparent les chefferies éditoriales des réalités de terrain, celles-là mêmes qui « *pollue[nt] l'esprit de l'éditorialiste* » selon l'adage désormais bien connu de Christophe Barbier [11] ; mais aussi, de leur adhésion idéologique – sans qu'elle soit toujours présentée et pensée comme telle – au récit d'une « guerre de civilisation » du Bien, menée par l'État d'Israël pour la défense des « valeurs occidentales ». Endossé par nombre de gouvernements occidentaux, ce cadrage s'est imposé d'autant plus « naturellement » dans la sphère médiatique française que cette dernière n'en finit pas de se droitiser et de tolérer les problématiques et les mots d'ordre de l'extrême droite, à mesure que dérivent les classes dirigeantes.
Face à cela, et même si les jours qui passent s'accompagnent d'une moindre voire d'une sous-médiatisation de la guerre en cours, en particulier dans l'audiovisuel, les brèches existent bel et bien. Mais elles s'avèrent encore insuffisantes pour infléchir structurellement nombre de lignes éditoriales et pour pouvoir considérer ces dernières à la hauteur de la situation historique.

Résister au maccarthysme

Ainsi le périmètre du débat public sur la situation au Proche-Orient a-t-il été passablement contraint. Des pressions retentissent et se répercutent sur l'ensemble des terrains où sont censés se jouer les échanges d'idées : le milieu universitaire, les secteurs associatifs et militants, les lieux culturels, les institutions de la représentation politique, les réseaux sociaux et, bien sûr, les médias traditionnels.

Parce qu'ils sont *de facto* la vitrine de masse et les principaux co-organisateurs du débat public, ces derniers ont un rôle majeur dans le rabougrissement de la parole autorisée et la pauvreté de l'information politique, comme dans le climat maccarthyste qui entrave et tétanise depuis plusieurs semaines des chercheurs, des militants, des journalistes et des citoyens.

Le 15 novembre, un millier d'universitaires spécialistes des sociétés du Moyen-Orient et des mondes arabes dénonçaient dans une tribune des « *faits graves de censure* » et d'« *intimidations* » ayant cours dans l'espace public. Renonçant pour beaucoup à s'engager sur un terrain médiatique où triomphent les fast-thinkers et « *des collègues non spécialistes [ayant], quant à elles et eux, pu librement multiplier tribunes, articles et communiqués sans réelle contradiction* », ces universitaires pointent l'« *annulation d'événements scientifiques* » et une « *police de la pensée [...] dans le monde académique français* » comme autant de manifestations d'une « *répression des paroles et d'expressions de pensées non hégémoniques* ».

Répression à laquelle il convient d'ajouter l'ostracisation et la déprogrammation d'artistes, d'humoristes et d'intellectuels, les interdictions et les attaques de manifestations en soutien au peuple palestinien – qu'il s'agisse d'événements, de marches ou de rassemblements –, les pressions politiques et judiciaires contre des militants, les sanctions de chefferies éditoriales contre des journalistes. Un climat de peur intellectuelle qui, partout, aura généré des phénomènes d'autocensure mais également des craintes, un isolement et une sensation d'impuissance aux effets extrêmement délétères, tant à l'échelle collective qu'individuelle.

Bien entendu, les médias dominants demeurent aveugles et sourds à un phénomène qu'ils contribuent à alimenter. Une nouvelle fois, les alertes et les enquêtes sont marginalisées [12], quand bien même les atteintes à la liberté d'expression ont été dénoncées par des organisations de défense des droits humains [13] ou, à l'échelle internationale, par plusieurs experts des Nations Unies : « *Les appels pour la fin des violences et des attaques à Gaza, pour un cessez-le-feu humanitaire ou pour la critique des politiques et des actions du gouvernement israélien ont été, dans de trop nombreux contextes, assimilés à tort à un soutien au terrorisme ou à l'antisémitisme. Cela étouffe la liberté d'expression, y compris l'expression artistique, et crée une peur de participer à la vie publique* » [14].

Où se trouvent désormais les faux impertinents qui tapissaient il y a quelques mois encore la Une de leurs hebdomadaires de cris d'alarme contre la « cancel culture » ? Sur quels plateaux retentit le concert d'indignation des détracteurs professionnels de la « nouvelle censure » ? Aux abonnés absents, ces fabricants de peurs sont en partie, aujourd'hui, ceux-là mêmes qui cimentent la chape de plomb.

En période de crise, les chefferies médiatiques serrent les rangs et les commentateurs les plus en vue mettent à jour, d'une manière plus flagrante encore que d'ordinaire, le rôle d'acteurs politiques qu'ils incarnent et endossent dans l'espace public. La guerre au Proche-Orient en a donné une illustration spectaculaire. Et son traitement médiatique, tant du point de vue de l'information internationale que du commentaire de « l'actualité » du champ politique français, ne s'inscrit pas dans un terrain vierge. Il hérite, au contraire, d'une désertion – matérielle, informationnelle et intellectuelle – de la région par la plupart des rédactions françaises avant le 7 octobre. Il pâtit, également, d'un suivisme à l'égard de l'agenda gouvernemental et de contraintes économiques qui asphyxient les conditions de production de l'information – de surcroît concrètement empêchées à Gaza – et alimentent la « low-costisation » du débat public. Il manifeste, enfin, l'hégémonie persistante du « cercle de la raison » et les effets de plusieurs décennies de normalisation médiatique de l'extrême droite. Une extrême droite dont les visions du monde infusent dans les cadrages de l'information, et qui est parvenue à doper nombre de séquences d'emballements dont les effets se mesurent encore aujourd'hui – dans la séquence actuelle, il n'est par exemple pas inutile de penser au lourd héritage des cabales successives de la scène politico-médiatique contre « l'islamo-gauchisme » entre 2020 et 2022 [15].

Ainsi, si la guerre au Proche-Orient a d'ores et déjà profondément reconfiguré la société et le champ politique français – et y laissera des traces indélébiles –, elle restera aussi dans les mémoires tout à la fois comme un symptôme et un accélérateur de la droitisation, de l'occidentalo-centrisme et de la lâcheté d'une (grande) partie des médias dominants.

Post-scriptum : Difficile de conclure ce texte sans rendre un hommage appuyé aux nombreux journalistes palestiniens, mais aussi aux journalistes français et internationaux qui tentent de faire leur travail dignement.

Celles et ceux qui, sur place ou non, gardent les pratiques de reportage et d'enquête chevillées au corps pour le droit d'informer, malgré l'adversité des terrains et la dureté de leurs réalités. Celles et ceux qui militent publiquement pour ouvrir Gaza aux reporters. Celles et ceux qui élèvent la voix pour appeler à « *la fin des crimes d'Israël* ». Celles et ceux qui envoient des lettres comme des grains de sable à leurs consœurs et confrères qui ne sont pas encore morts sous les bombes.

ACRIMED, mercredi 20 décembre 2023

[1] « Gaza Civilians, Under Israeli Barrage, Are Being Killed at Historic Pace » et « The Civilian Death Toll in Gaza », *The New York Times*, 25/11 et 7/12.
[2] Ziad Majed, « Peut-on parler de génocide à Gaza ? », Orient XXI, 14/12.
[3] « Guerre Israël-Hamas : aucune preuve d'une surestimation du nombre de morts à Gaza, affirme une étude dans "The Lancet" », *L'Humanité*, 11/12.
[4] « Israël-Palestine : les enfants, victimes de l'horreur », Unicef, 7/12.
[5] Lire Refaat Alareer & Stathis Kouvélakis, « Il n'y a pas de poèmes de destruction massive. Hommage à Refaat Alareer », Contretemps, 14/12.
[6] « UNRWA Situation Report #48 on the situation in Gaza Strip and the West Bank, including East Jerusalem », 11/12.
[7] Gilbert Achcar, « Palestine, le spectre de l'expulsion », *Le Monde diplomatique*, décembre 2023.
[8] Gregory Mauzé, « Le nettoyage ethnique en Cisjordanie accéléré par la guerre à Gaza », Yaani, 9/12.
[9] Dans la précipitation, des médias ont également relayé trop rapidement le ministère de la Santé de Gaza au moment de l'explosion survenue dans la cour de l'hôpital Al-Ahli Arab (17/10), lequel a surestimé le nombre de morts et annoncé un bombardement israélien (ce qui n'est, à l'heure actuelle, pas établi). L'occasion de souligner que si la « guerre de communication » (ainsi si souvent nommée) concerne indéniablement les deux parties, une approche matérialiste de ce phénomène serait la bienvenue, bien loin des analyses « équidistantes » trop souvent à l'œuvre : force est par exemple de constater que les dispositifs et les mécanismes des propagandes (incluant également le fait d'interdire d'accès un territoire en guerre aux journalistes internationaux) n'ont pas la même puissance « de part et d'autre », tout comme, en l'occurrence en France, le statut de leurs relais ou les conditions de leurs réceptions.
[10] Lire par exemple : « Des détenu·e·s palestiniens sont soumis à des actes de torture et des traitements dégradants, sur fond de multiplication des arrestations arbitraires », Amnesty International, 8/11 ; « À la prison de Gilboa, en Israël : "Si un détenu avait le malheur de bouger, tout le monde était battu" », *L'Humanité*, 26/10 ; « "It would've been better if they shot us" : Palestinians recount prison abuse », +972 Magazine, 8/12 ; mais également une note du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme de l'ONU en date du 16 décembre. Ou encore ce reportage de l'AFP (3/11) à propos des travailleurs palestiniens renvoyés de force à Gaza, faiblement médiatisé en France. Les journalistes sur place purent attester des corps « *suppliciés* » tandis que plusieurs Palestiniens avaient les « *chevilles ceintes de bracelets bleus en plastique. "061962", peut-on lire sur l'un, "062030" sur un autre.* »
[11] « Christophe Barbier : "Se confronter au terrain pollue l'esprit de l'éditorialiste" », *Le Journal du dimanche*, 14/04/2017.
[12] Citons parmi d'autres exemples Orient XXI (Laurent Bonnefoy, « France. La liberté d'expression bafouée et réprimée », 6/11) ou Mediapart : voir notamment Yunnes Abzouz et Lucie Delaporte, « Conflit israélo-palestinien : une chape de plomb s'est abattue sur l'université française » ; Alix Delmotte, Anaïs FA et Magali Lesauvage, « Israël-Palestine : boycotts et intimidations dans la culture », 13/11.
[13] Voir par exemple « L'interdiction en France de toutes les manifestations de soutien aux palestiniens constitue une atteinte grave et disproportionnée au droit de manifester », Amnesty International, 16/10.
[14] « Israël/Palestine : la liberté d'expression doit être respectée », Centre régional d'information pour l'Europe occidentale des Nations Unies, 24/11.
[15] Voir la rubrique d'Acrimed à ce sujet.

L'illustration a été ajoutée par LGS.

Journalistes tués à Gaza : une attaque sans précédent contre l'information

Communiqué Reporters solidaires, FIJ, SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes et SGJ-FO

LGS publie ce communiqué après avoir corrigé les incohérences de style (mélange de langue française et de langue inclusive). Nous avons opté pour le français.
LGS

Depuis le 7 octobre, de 88 à 117 journalistes et travailleurs des médias palestiniens (selon les modes de comptage*) ont été tués par l'armée israélienne.
À l'heure où la Cour Internationale de Justice, saisie par l'Afrique du Sud, examine en urgence les crimes de guerre, crimes contre l'humanité et crimes de génocide commis par l'État d'Israël contre la population palestinienne de Gaza, et les moyens d'y mettre fin…
À l'heure où le dernier bilan de près de 100 jours de bombardements israéliens dans la bande de Gaza fait état de « 23 469 morts et 59 604 blessés, en majorité des femmes et des enfants »…
Ceux qui montrent cette réalité au monde sont en danger de mort, pris pour cible par l'armée israélienne.
Des dizaines de journalistes ont ainsi été tués depuis le 7 octobre.
Il s'agit de la période la plus meurtrière pour nos collègues dans l'histoire moderne, et cela dans le silence assourdissant de nombre de médias. Pourtant c'est bien le journalisme en soi qui est visé.
Le Syndicat des journalistes palestiniens (PJS), mais aussi les organisations internationales de défense des droits des journalistes dénoncent des attaques délibérées de l'armée israélienne contre des consœurs et confrères à Gaza.
Exigeons une protection effective pour tous les journalistes dans la bande de Gaza, mais aussi en Cisjordanie et à la frontière avec le Liban, ainsi que leur liberté de circulation.
Exigeons que la presse internationale puisse entrer à Gaza.

RDV place de la République à Paris Samedi 13 janvier à 14h30 pour réclamer la protection des journalistes et un cessez-le-feu immédiat et permanent.
RDV du cortège des journalistes devant GoSport, à République, à 13h45.
Trajet de la manif : de place de la République à place Clichy (en passant par bd Magenta, bd Marguerite de Rochechouart, bd de Clichy.

Le 12 janvier 2024.

* 88 selon la Fédération internationale des journalistes,117 selon le bureau des médias du gouvernement de Gaza.

URL de cet article 39278 : https://www.legrandsoir.info/communique-reporters-solidaires-fij-snj-snj-cgt-cfdt-journalistes-et-sgj-fo.html

Couverture de la guerre au Proche-Orient et recomposition de l'« arc républicain »

Le journalisme français, un danger public

Depuis le 7 octobre dernier, les grands médias veillent à l'alignement des planètes autoritaires en France. Leur soutien inconditionnel à Israël s'accompagne de leur diffamation des opinions dissidentes, de leur mise en cause des libertés publiques et de leur chasse aux immigrés. Jusqu'où ira cette guerre idéologique ? Au service de qui ?

Un moment de folie médiatique a révélé en même temps que précipité un mouvement de bascule politique : dans les semaines qui ont suivi les massacres perpétrés par le Hamas le 7 octobre 2023, les principaux médias et le gouvernement français ont réalisé une double prouesse. Celle d'exclure de l'« arc républicain » La France insoumise (LFI), qui refusait d'absoudre d'avance les représailles militaires du gouvernement israélien à Gaza, et, symétriquement, celle d'y inclure le Rassemblement national (RN). Jugé indigne de gouverner par les classes dirigeantes qui appelaient à « faire barrage » contre lui, le parti fondé en 1972 par M. Jean-Marie Le Pen s'est trouvé subitement réhabilité et blanchi par son alignement sur les positions du gouvernement israélien de M. Benyamin Netanyahou. Sur CNews-Europe 1, la journaliste Sonia Mabrouk en vint même à célébrer en Mme Marine Le Pen *« le rempart, la protection, le bouclier pour les Français juifs »* (10 octobre 2023), tandis que *Le Figaro* (5-6 novembre 2023) et BFM TV (12 décembre 2023) alternaient un portrait louangeur de M. Jordan Bardella et des bandeaux triomphaux *« Bardella à Matignon : 46 % des Français séduits ».* Au même moment, la presse progressiste pilonne M. Jean-Luc Mélenchon dans les termes qu'elle réservait autrefois à M. Le Pen : il *« accumule les dérapages rances » (L'Obs,* 12 octobre 2023) à force de déclarations *« imprégnées de stéréotypes antisémites »* (Mediapart, 10 novembre 2023). « Antisémitisme : comment Jean-Luc Mélenchon cultive l'ambiguïté », titre un long article du *Monde* (4 janvier 2024) qui échoue à produire le moindre propos antisémite. En trois mois, ce quotidien aura consacré une demi-douzaine d'articles et plusieurs éditoriaux à la tentative d'assassinat symbolique du dirigeant de LFI.

« Le diable a changé de camp », constate Nicolas Beytout dans le quotidien patronal *L'Opinion* (12 octobre 2023) : *« L'attaque du Hamas rebat les cartes. Les Insoumis sont plus faciles à haïr, le Rassemblement national plus difficile à combattre. »* Dans les médias, l'arc républicain se confond alors avec l'arc israélien. Le 12 décembre, le journaliste de France Culture Brice Couturier révèle même dans un tweet le désir inavouable d'une fraction croissante des élites françaises : *« Puisqu'il va falloir en passer par un épisode RN (tous les sondages le montrent), pourquoi pas dans le cadre d'une cohabitation ? Dissolution. À l'Élysée, Macron garde la main sur la politique étrangère (pas de rupture avec l'UE et l'OTAN), et il dissout au moment propice en 2026. »*

Inimaginable il y a encore dix ans, une extrême-droitisation aussi rapide du spectre politique hexagonal a évolué de pair avec la restriction des libertés d'expression, d'opinion, de manifestation. À l'unisson du ministre de l'intérieur, les médias assimilent, par dessein idéologique ou par paresse intellectuelle, à de l'antisémitisme des manifestations ordinaires de soutien à la cause palestinienne, lesquelles sont d'abord interdites. *« Des manifestations de soutien aux terroristes »,* corrige alors Bernard-Henri Lévy dans *Le Point* (9 novembre). Son admirateur, le journaliste Darius Rochebin, propose sur LCI *l'« internement administratif des islamistes »* (15 octobre 2023). La « loi immigration » votée par la majorité présidentielle, la droite et le RN viendra couronner cette séquence, le 19 décembre : le texte, qui institutionnalise la préférence nationale et durcit la répression des étrangers, a été promu par le ministère de l'intérieur comme un bouclier contre les *« atteintes aux intérêts fondamentaux de l'État »,* les *« activités à caractère terroriste »,* et la provocation à la violence – entendre celle de musulmans « islamistes » tentés de commettre des pogroms antisémites.

Le séisme couvait – et s'était déjà manifesté ailleurs en Europe. L'ironie veut cependant qu'en France un tel tournant autoritaire s'effectue sous la conduite conjointe d'une corporation journalistique qui s'autoproclame gardienne des libertés démocratiques et d'un gouvernement élu pour faire barrage à l'extrême droite. Et que l'une et l'autre justifient leurs agissements par la nécessité de soutenir le « droit d'Israël à se défendre » au moment où cet État multiplie les crimes de guerre dans l'espoir de précipiter l'exil ou la déportation de tout un peuple et d'empêcher ainsi qu'il devienne un jour souverain sur son territoire. L'ampleur des massacres commis à Gaza, la réprobation internationale qu'ils suscitent et le discrédit d'un journalisme occidental à la partialité caricaturale amèneront probablement certains protagonistes à espérer qu'on oubliera leur égarement et les dégâts qui en ont découlé. Raison de plus pour revenir en détail sur les deux temps de la guerre de l'information qui s'est ouverte le 7 octobre : la médiatisation des massacres du Hamas,

abondamment décrits comme une culmination historique de l'horreur, puis celle, toute en retenue et en litotes, de la guerre totale menée par Israël contre les Palestiniens. En quelques semaines, la France a fait l'expérience d'un journalisme de meute qui déteste autant le débat contradictoire que la liberté d'expression.

« Un combat des démocraties »

Trois dimensions structurent la médiatisation du conflit israélo-palestinien. L'axe temporel, d'abord, dont le point zéro correspond toujours à l'assassinat d'Israéliens – ici, le 7 octobre – et jamais au moment, antérieur, du meurtre d'habitants de Cisjordanie ou de Gaza. En 2021 et 2022 ainsi qu'au cours des neuf premiers mois de 2023, l'armée d'occupation a pourtant tué respectivement 349, 291 et 227 Palestiniens, sans que ces exactions mobilisent les rédactions. Acrimed (23 octobre) relève que, du 1er janvier au 1er octobre 2023, *« le "20 heures" de France 2 n'a consacré que dix sujets au conflit. Sur ces dix mois, le temps de parole de Palestiniens fut de trente-trois secondes. »*

Organiser ainsi le calendrier détermine mécaniquement la nature de ce qui fera l'événement (le massacre d'Israéliens), le rôle tenu par les protagonistes (les terroristes du Hamas, les victimes israéliennes et les justiciers de l'armée), enfin le déroulement du scénario : à l'horreur (du 7 au 26 octobre) succède la « riposte », le « droit d'Israël à se défendre » (27 octobre au 10 décembre). Ces deux séquences concentrent l'essentiel de la médiatisation. Au détriment de la troisième : la contestation internationale d'une guerre potentiellement génocidaire (depuis le début du mois de décembre) sensiblement moins couverte que la première séquence (1). L'importance de cette dimension temporelle se perçoit facilement : si l'événement médiatique s'était construit autour des crimes ordinaires perpétrés par Israël dans les territoires occupés ou du blocus meurtrier de Gaza, le « droit des Palestiniens à se défendre » aurait pu s'imposer comme un sujet d'actualité légitime.

Ou pas… Car le regard journalistique sur le conflit israélo-palestinien s'articule autour d'un deuxième axe : l'occidentalisme. Alignées sur une diplomatie française et européenne de plus en plus atlantiste, les rédactions voient en Tel-Aviv l'allié qui partage la même vision du monde, les mêmes ennemis, la même conviction d'appartenir à une civilisation supérieure, celle des sociétés libérales. Au Proche-Orient fait rage *« un combat des démocraties occidentales contre l'obscurantisme de l'islamisme radical »,* affirme la journaliste Laurence Ferrari dans une question-manifeste posée à Michel Onfray (*Paris Match,* 4 janvier 2023). *« Parce que l'horreur a été commise, il faut qu'elle soit commise de l'autre côté ? »* Lorsque M. Dominique de Villepin interroge ainsi l'animatrice de BFM TV Apolline de Malherbe (27 octobre 2023), il s'attire cette réplique : *« Mais vous pensez comme quelle partie de l'humanité ? »* – l'Occident éclairé ou ce Sud populeux où « la rue » ménage les terroristes. *« J'aime Israël* (…) *parce que c'est un pays où souffle l'esprit européen »,* résume l'ancien directeur de *Charlie Hebdo* Philippe Val, désormais chroniqueur sur Europe 1 (9 octobre 2023), la radio extrêmement de droite de M. Vincent Bolloré.

Comme ce fut le cas pour Kiev un an et demi plus tôt, les médias entérinent sans vérification ni recul la plupart des récits du gouvernement et de l'armée israéliens, dont les communicants parlent souvent parfaitement l'anglais et connaissent les codes journalistiques du public-cible. En revanche, toute information issue du Hamas, y compris le décompte des victimes, se trouve frappée au coin du doute. Au-delà des multiples *fake news* de « Tsahal » (les quarante bébés décapités, les vingt enfants brûlés et exécutés, le nouveau-né rôti au four, la femme enceinte abattue et éventrée, le quartier général du Hamas sous l'hôpital Al-Shifa, etc.), dont le démenti tardif a moins d'écho et d'impact que l'information sensationnelle initiale, c'est le cœur même du récit officiel israélien que les médias français relaient : l'armée de la « seule démocratie du Proche-Orient » a pour mission de détruire un monstre inhumain fondu dans la population gazaouie ; le Hamas porte par conséquent la responsabilité principale de toutes les victimes du conflit.

Comme souvent en pareilles circonstances, ce genre de propagande n'a pas de meilleur interprète que Bernard-Henri Lévy. *« Israël s'oblige à respecter le droit humanitaire,* plaide l'essayiste sur LCI le 29 octobre 2023. *Israël fait tout ce qui est en son pouvoir pour qu'il y ait le moins de victimes civiles possible. Encore une fois, Israël lance des tracts, téléphone, envoie des messages de toutes sortes aux Gazaouis en disant "Ne restez pas ! Ne restez pas les otages de ces salopards qui vous manipulent depuis quinze ans, partez, fuyez." Donc le droit humanitaire, il est dans la tête et dans les cœurs des Israéliens autant que dans la tête et les cœurs des téléspectateurs bien tranquilles de New York, de Paris ou de Berlin. »* En somme, comme le précisera le 31 décembre M. Netanyahou, Israël mène une *« guerre d'une moralité sans équivalent ».*

Au fil des jours, cette fable débitée sur toutes les chaînes d'information relativise la courbe ascendante des victimes palestiniennes. Et maquille en riposte légitime ce qui a les apparences d'une tentative d'épuration ethnique. *« Là, pour que ceux qui nous regardent, nous écoutent, comprennent bien, le Hamas demande aux civils de ne pas bouger pour ensuite s'en servir comme… boucliers humains et s'en servir comme une sorte de propagande*

alors même que l'armée israélienne prévient et donne cet ordre d'évacuation. C'est… c'est bien ça l'objet de cette propagande du mouvement terroriste ? » demande Benjamin Duhamel, le 13 octobre 2023, sur BFM-RMC. Perplexe face à une présentation aussi lumineusement objective de la situation, son invité, le journaliste Georges Malbrunot, répond : *« Oui… c'est grosso modo à peu près ça ».*
Deux jours plus tard, Duhamel chapitre un député de LFI qui a, prudemment, évoqué l'idée d'un cessez-le-feu : *« Avec le Hamas, François Ruffin ? Le Hamas est un mouvement terroriste ! Ça veut dire que vous dites : il faut qu'Israël négocie avec le Hamas ? »* Puis il reprend : *« Il y a quelque chose qui m'interpelle dans ce que vous dites. Est-ce que, au fond, vous faites partie de ceux qui, notamment au sein de La France insoumise, semblent renvoyer dos à dos d'un côté les attentats terroristes du 7 octobre et la riposte d'Israël ? »*
Même son de cloche sur France Inter, mais un mois et douze mille morts plus tard (16 novembre) : *« Si Israël veut atteindre ses objectifs de guerre plus rapidement, il va devoir tuer plus de civils puisque le Hamas se protège derrière les civils »,* justifie Pierre Servent, l'expert chouchou de la station publique. *« Je ne vois pas comment une autre armée d'un État démocratique pourrait faire mieux »,* poursuit-il, en soulignant lui aussi *« l'avertissement des populations, les couloirs humanitaires, un certain nombre de précautions réelles que Tsahal prend pour atteindre ses objectifs de guerre ».* Tout le contraire, selon lui, du Hamas, affairé à *« créer un événement tragique dans la bande de Gaza, qui va être monté en épingle ».* C'est toutefois Europe 1 qui décroche le titre (très disputé) de porte-parole de M. Netanyahou à la radio. Au point de faire parfois rougir d'embarras son idole. Les soldats israéliens, affirme ainsi l'historien Georges Bensoussan sans être contredit par la journaliste Sonia Mabrouk, *« ont apporté la vie et la survie, ils ont apporté du matériel médical »* (Europe 1-CNews, 16 novembre 2023).
Et puisque cette armée bienveillante nous ressemble, les journalistes français accompagnent un de leurs compatriotes quand il rejoint ses rangs. Le 10 octobre 2023, dans la matinale de France Inter, Sonia Devillers héroïse « Yoval », un étudiant qui, quittant la France pour se battre en Israël, ne semble pas distinguer le Hamas de la population civile de Gaza. *« Merci Yoval, bonne route ! »,* conclut la journaliste en guise de salut au soldat qui se prépare à envahir ce territoire palestinien. Sa consœur Judith Waintraub célèbre un autre paladin dans *Le Figaro Magazine* (24 novembre 2024) : Julien Bahloul, *« né en France dont il est parti pour fuir l'antisémitisme »,* et qui *« après cinq ans sur la chaîne de télévision i24News, remet l'uniforme pendant ses périodes de réserve, qu'il effectue en tant que porte-parole de Tsahal ».*

Drames individuels et statistiques

Si l'idée d'un traitement critique de ces Français partis se battre à Gaza ne s'impose pas aux rédactions des médias, publics ou privés, c'est que leur biais occidentaliste postule une hiérarchie entre, d'un côté, des démocraties menacées par l'islamisme allié aux grands démons du moment (la Russie, la Chine) et, de l'autre, le reste du monde. Nul journaliste n'admettra volontiers qu'il assigne une partie de la planète à un statut de sous-humanité. Mais, ce qui revient au même, beaucoup se refusent à mettre *« sur le même plan des massacres qui ont été commis, avec des viols, des femmes qui ont été mutilées, et puis des bombardements aujourd'hui qui sont dans le cadre d'une riposte, certes avec des morts qui sont tout à fait inacceptables »* (Sonia Mabrouk, Europe 1, 26 novembre 2023).
Selon que le clavier du journaliste décrit Tel-Aviv ou Gaza, le vocabulaire et la syntaxe humanisent ou déshumanisent le propos : Le Hamas *« massacre »* ou *« tue »* ses victimes israéliennes ; les Palestiniens *« meurent »* sans qu'on précise qui les fait périr. Comme après chaque attentat en Occident, la presse dresse le portrait individuel de victimes émouvantes tandis que les Palestiniens se trouvent souvent réduits dans les reportages à des ombres anonymes errant dans les décombres (2). Morts-sujets auxquels on s'identifie comme les personnages d'un film, contre morts-objets qui tapissent un décor où le regard glisse sans accrocher.

Près de quatre mois après le déclenchement du conflit, aucun grand média français n'a réalisé une enquête quantitative sur le traitement journalistique du conflit. Aux États-Unis, *The Intercept* (9 janvier 2024) a analysé un vaste échantillon d'articles du *New York Times,* du *Washington Post* et du *Los Angeles Times* parus entre le 7 octobre et le 24 novembre 2023 (3). Les résultats ne devraient pas dépayser les lecteurs français. *« Le terme de "carnage" a été utilisé 60 fois plus dans le cas de victimes israéliennes plutôt que palestiniennes, et celui de "massacre" 125 fois dans le premier cas et 2 fois dans le second. "Terrifiant" est employé 36 fois dans le cas de victimes israéliennes, 4 fois si elles sont palestiniennes. »* Les auteurs relèvent par ailleurs *« le manque d'attention médiatique réservée au nombre sans précédent d'enfants et de journalistes tués, alors que ces deux groupes suscitent en général la sympathie des médias occidentaux ».* Enfin, alors que les assassinats de civils commis par le Hamas sont bien présentés comme le produit d'une stratégie intentionnelle, les journalistes dépeignent les meurtres de Gazaouis *« comme s'il s'agissait d'une succession d'erreurs reproduites des milliers de fois ».*

Le lexique chargé d'émotion pour les uns, distancié pour les autres, est également confirmé par l'étude d'un autre média occidental, la British Broadcasting Corporation (BBC) (4). Les chercheurs ont passé au crible 90 % de la production en ligne de la BBC entre le 7 octobre et le 2 décembre 2023. Outre l'association presque systématique des mots *« massacres », « meurtres »* et *« carnage »* aux victimes israéliennes – les Palestiniens étant *« tués »* ou *« morts »* –, la recherche établit que les termes exprimant les relations familiales comme *« mère », « grand-mère », « filles », « fils », « époux »,* etc., ont été beaucoup plus fréquemment utilisés pour décrire des Israéliens que des Palestiniens.
Cent jours après l'attaque du Hamas en Israël dont le bilan s'élève selon Tel-Aviv (15 décembre) à 1 139 morts dont 766 civils et 132 otages toujours retenus à Gaza, les militaires israéliens, équipés et financés par les États-Unis, avaient tué 23 000 Palestiniens (8 000 autres étant portés disparus), bombardé des hôpitaux, des écoles, des églises, les centres culturels, les archives, les routes, les infrastructures énergétiques, endommagé ou détruit 60 % des bâtiments, déplacé 85 % de la population, organisé méthodiquement une pénurie d'eau et de médicaments ainsi qu'une famine à grande échelle qui menace 40 % des survivants. C'est l'*« une des campagnes punitives contre des civils les plus intenses de l'histoire »,* relève l'historien américain Robert Pape, l'ampleur des destructions surpassant celles d'Alep en Syrie, de Marioupol en Ukraine et même de villes allemandes par les bombardements alliés à la fin de la seconde guerre mondiale (5). Or il ne s'agit pas d'un dérapage : l'opération a été précédée de déclarations officielles à tonalité génocidaire. À commencer par celles du président socialiste Isaac Herzog *(« C'est une nation entière là-bas qui est responsable »)* et du ministre de la défense Yoav Galant *(« Gaza ne redeviendra jamais ce qu'il a été. Nous éliminerons tout »).*

Et « Brice » interpelle France Inter

Analyser un carnage israélien conforme au destin que les dirigeants de Tel-Aviv entendaient réserver à des *« animaux humains »* n'exigeait pas une puissante enquête pour en retracer l'origine, ni des cours de sémiologie avancée pour en saisir le sens. Mais les médias ont alors changé de stratégie. Après avoir disséminé sans relâche une histoire boiteuse résumant le destin palestinien au « terrorisme islamiste » et la politique israélienne à une série de « ripostes » à ces massacres, après avoir affiché une solidarité occidentale permettant d'humaniser l'allié et d'ensauvager l'adversaire, la plupart des journalistes français ont choisi de détourner le regard. Ils ont délibérément réduit la médiatisation du conflit afin de ne pas devoir poser des questions qui fâchent (6).
La logique et la justice auraient pourtant voulu que les régiments de commentateurs et de décideurs qui avaient proclamé en octobre qu'« Israël avait le droit de se défendre » soient à leur tour interpellés sur les conséquences de ce « droit » au regard du nombre de victimes qui en avait découlé. Et qu'ils soient sommés de proposer des actions et des sanctions pour interrompre la tuerie. Ne pas parler de « terrorisme » palestinien avait valu une lapidation médiatique aux contrevenants. Cette fois, d'autres termes paraissaient découler de l'observation de la conduite israélienne de la guerre : « déportation », « nettoyage ethnique », voire « tentative génocidaire ». Les journalistes allaient-ils à présent retourner leurs armes et leurs commentaires contre certains des avocats d'un « soutien inconditionnel » à Israël, allaient-ils leur reprocher leur aveuglement alors que les massacres de civils, cette fois à Gaza, imposaient qu'on haussât le ton contre leur protégé ? Mme Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale, M. Gérard Larcher, président du Sénat, M. Éric Ciotti, président des Républicains (LR), Mme Anne Hidalgo, maire de Paris, pour ne citer que ceux-là, auraient pu être soumis à la question comme les dirigeants insoumis quelques semaines plus tôt. « Approuvez-vous le nettoyage ethnique », « S'agit-il plutôt d'une déportation ? », « Pourquoi ne pas interdire la participation des athlètes israéliens, souvent réservistes de l'armée, aux Jeux olympiques ? », « Quand prendrez-vous enfin des sanctions contre Israël ? ». On sait – mais à vrai dire on avait déjà deviné – qu'il n'en serait rien. Même un journal comme *Le Monde,* qui s'est distingué par une couverture plus juste du conflit que la plupart de ses confrères, ne recommande toujours pas que l'État coupable de crimes de guerre en Palestine soit sanctionné par la « communauté internationale ».
Lors de ses vœux du Nouvel An, le président Macron a consacré quinze mots aux 22 000 morts de Gaza. Ce même 31 décembre 2023, *Le Journal du dimanche* est parvenu, malgré ses 48 pages, à ne publier aucun article sur le martyre palestinien. Deux semaines plus tard, deux dirigeants politiques aussi différents que MM. Raphaël Glucksmann et Éric Zemmour étaient longuement interrogés, l'un par France Inter, l'autre par Europe 1. Seul point commun entre ces deux émissions : cinquante minutes d'entretien, aucune consacrée à Gaza. M. Glucksmann parla bien d'hôpitaux attaqués – mais seulement de celui de Corbeil-Essonnes, victime de hackeurs russes.
Quelques jours plus tôt, le 21 décembre, M. François Hollande était – une nouvelle fois – invité par France Inter. Après seize minutes d'entretien la guerre de Gaza n'avait toujours pas été abordée. Un auditeur,

« Brice », perturba alors le ronronnement de l'échange : *« À partir de combien de dizaines de milliers de morts en Palestine va-t-on enfin décider de demander à tous vos intervenants s'ils condamnent sans ambiguïté les atrocités de l'armée israélienne ? Au début, pendant quelques jours vous égreniez le nombre de morts de chaque côté, et puis, je me rappelle bien Nicolas Demorand* [présentateur de la matinale de France Inter], *vous vous êtes arrêtés à 1 200, au moment où c'était à égalité. Là, maintenant, on est à vingt fois plus* [de morts côté palestinien]. *Donc il serait peut-être temps de demander à chacun s'il condamne sans ambiguïté tout ça. »* Peine perdue. Le lendemain, le député insoumis François Ruffin était l'invité de France Inter ; à aucun moment les journalistes ne l'interrogèrent sur Gaza.

Du 8 au 21 octobre, dans les quinze jours qui suivent l'attaque du Hamas, tous les invités de la matinale de France Inter sauf deux sont interrogés sur les massacres ou expriment spontanément leur horreur : *« On est obligés aujourd'hui si on veut se conduire bien de dire ce que ça nous fait à l'intérieur de nous, ce qu'on ressent »,* explique le comédien Vincent Lindon le 13 octobre. Deux mois plus tard, cette « obligation morale » a disparu. Du 8 au 21 décembre, alors qu'enfle un débat international sur les risques de génocide à Gaza, y compris au sein d'agences des Nations unies, seuls deux des invités de la matinale de France Inter sont questionnés sur le sujet. L'intervention de « Brice » portera ce nombre à trois…

On cumulerait à l'envi les preuves d'un journalisme biaisé en faveur d'Israël, comme la couverture en direct par France Info, le vendredi 12 janvier 2024, de la défense de Tel-Aviv contre les accusations d'actes de génocide alors que, la veille, les plaidoiries sud-africaines devant la Cour internationale de justice à La Haye n'avaient pas bénéficié du même traitement. Toutefois, la critique d'un « deux poids, deux mesures » qui suggère un déséquilibre justiciable d'un réglage ne suffit pas. Car ce traitement particulier du conflit israélo-palestinien participe d'une transformation plus large.

En quatre mois, les dirigeants du « quatrième pouvoir » n'ont pas seulement alimenté un culturalisme qui, comme au temps des empires coloniaux, place l'Occident au pinacle de l'humanité. Ils ont, dans leur grande majorité, entériné le point de vue de l'extrême droite israélienne et accompagné ou cautionné en France la marginalisation des opposants à la guerre en leur interdisant d'exprimer des solidarités hier encore évidentes. Ils ont ainsi précipité le baptême républicain du RN, en même temps qu'ils célèbrent le réarmement militaire et moral de la France au nom de la lutte contre la menace russe et le terrorisme islamiste. Le combat mené depuis quinze ans par les gouvernements libéraux contre les mouvements « populistes » et les régimes « illibéraux » a ici trouvé un renfort inattendu : la naissance et l'installation en France d'un journalisme autoritaire.

Serge HALIMI & Pierre RIMBERT (Monde diplomatique, février 2024)

(1) Nombre d'articles et de séquences audiovisuelles répertoriés dans la presse française sur l'agrégateur Europresse.
(2) Cf. Pauline Perrenot, « À la Une du Parisien, la caricature du double standard », Acrimed, 21 décembre 2023.
(3) Cf. également les recherches de Holly Jackson sur un autre échantillon de presse américaine à l'adresse : https://github.com/hollyjackson/casualty_mentions_nyt
(4) L'étude est résumée par Xander Elliards, « Study shows BBC "bias" in reporting on Palestinian and Israeli deaths », The National, Glasgow, 9 janvier 2024. Les données sont disponibles à l'adresse : https://github.com/liet-git/bbc-bias#word-bank-analysis
(5) Julia Frankel, « Israel's military campaign in Gaza seen as among the most destructive in recent history, experts say », Associated Press, 11 janvier 2024.(6) Cf. Alain Gresh et Sarra Grira, « Gaza, l'escorte médiatique d'un génocide », Orient XXI, 8 janvier 2024.

Tripatouillage et diffamation

La famille de plus en plus fournie des gens qualifiés à tort d'antisémites compte un nouveau membre : M. Dominique de Villepin. Dans l'émission « Quotidien », sur TMC, le 23 novembre, après un reportage sur les artistes sanctionnés aux États-Unis en raison de leur position sur la guerre à Gaza, M. de Villepin commente : « On voit en filigrane dans votre reportage à quel point la domination financière sur les médias et sur le monde de l'art, de la musique, pèse lourd. Ils [les artistes] ne peuvent pas dire ce qu'ils pensent parce que, tout simplement, les contrats s'arrêtent. Immédiatement. Malheureusement, nous le voyons aussi en France. »

Trois jours plus tard, le présentateur de BFM TV Ronald Guintrange fait réagir le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) Yonathan Arfi au commentaire de M. de Villepin. Mais le journaliste trafique la déclaration de l'ancien premier ministre. Il prétend : « Au départ Villepin parle des États-Unis et il dénonce la domination de la finance juive sur les sociétés occidentales. Cette domination, dit-

il, empêche les gens d'exprimer leur soutien aux Palestiniens, victimes d'un effroyable nettoyage ethnique en direct. Il commente la situation américaine et il dit : "C'est la même chose en France". » Puis Guintrange ajoute, en guise de commentaire : « Pardon d'employer cette expression, mais quand on dit d'un petit Arabe en banlieue qu'il a des propos antisémites, c'est facile… Là, on parle d'un ancien premier ministre de la France, et on a du mal à comprendre ce qu'il veut vraiment dire. »
Le 28 novembre, confronté à l'évidence de son mensonge, BFM TV diffuse ce très bref communiqué d'excuse : « À l'occasion de l'émission "120 minutes" du dimanche 26 novembre 2023, une formulation inexacte et malheureuse a été utilisée concernant des propos de Dominique de Villepin tenus dans la semaine. BFM TV présente ses excuses à ses téléspectateurs. La vigilance de chaque instant est le gage de la confiance entre la chaîne et son public. »

Et que Dieu nous protège des fake news…

Serge HALIMI & Pierre RIMBERT (Monde diplomatique, février 2024)

Hallucination, bombardements, paix, France disqualifiée…

Dès le début du conflit, s'agissant de la France et de l'Union européenne, mais aussi des médias occidentaux, certains Palestiniens savaient à quoi s'attendre. Avec une ironie amère, M. Elias Sanbar, ancien ambassadeur de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), avait écrit : « La France est un pays souverain et indépendant. Et elle peut s'indigner légitimement du sort des civils, israéliens ou d'autres nationalités, tombés les premiers jours de la guerre en cours. Elle peut aussi garder le silence s'agissant du bilan horrible, encore en augmentation, des enfants morts sous les bombardements de Gaza. Elle peut interdire les manifestations solidaires des Palestiniens, continuer à faire des déclarations enflammées en faveur d'Israël, ne pas dire grand-chose des malheurs palestiniens. Elle peut… Mais c'est la meilleure façon de se disqualifier et de sortir du jeu futur. » (Entretien publié dans Le Monde du 13 octobre 2023.)

Bombarder, une solution d'avenir

Rédacteur en chef du service « monde » de l'hebdomadaire Le Point, Luc de Barochez imagine le 18 janvier dernier les conséquences d'un éventuel cessez-le-feu à Gaza :
« Les résultats de l'armée israélienne sont tragiquement insuffisants pour arrêter les hostilités. Car que se passerait-il si Israël déposait les armes ? Avec ses otages, le Hamas aurait les moyens de le faire chanter pendant des années. Il continuerait à contrôler la bande de Gaza. Ses chefs seraient érigés en héros à travers le monde arabo-musulman. Vladimir Poutine et Xi Jinping se féliciteraient des atteintes portées aux intérêts occidentaux. L'Iran et ses milices supplétives au Yémen, en Irak, en Syrie et au Liban se sentiraient pousser des ailes. Les officines djihadistes, Daech en tête, seraient encouragées à reprendre leurs attentats, ne serait-ce que pour montrer qu'elles sont aussi capables que le Hamas d'infliger des coups mortels à leurs ennemis – au nombre desquels nous figurons. Est-ce vraiment cela que l'on souhaite ? »

La paix, cette idée « infantile »

Au Figaro, la journaliste Laure Mandeville n'a pas apprécié que M. Emmanuel Macron, qui avait d'abord proposé une « coalition internationale contre le Hamas », se ravise et réclame le 9 novembre 2023 un arrêt des bombardements à Gaza. Huit jours plus tard, elle chapitre le président de la République : « En appelant à un cessez-le-feu alors que Tsahal est au milieu d'une opération militaire aux enjeux existentiels, la France reflète une tendance européenne à fuir le rapport de force et à enjamber le temps de la guerre, comme s'il pouvait être évité. » Apparemment déconfite que la destruction de Gaza et de sa population s'interrompe, Mandeville précise : « La question de la "vitesse" avec laquelle il faudrait mener la guerre est significative car elle reflète, là encore, une disposition désormais très répandue : l'impatience, un peu infantile. Il faudrait que le dénouement soit rapide, comme dans une série de Netflix. » Ah Dieu ! que la guerre est jolie sur les écrans du Figaro…

Hallucination

Le 12 décembre dernier, le professeur de géométrie variable et grand témoin tout-terrain Bernard-Henri Lévy n'a pas su retenir son indignation, toujours sincère, sur la chaîne israélienne en français i24 : « Il y a vraiment un "deux poids et deux mesures" en défaveur d'Israël qui est hallucinant ».

(Monde diplomatique, février 2024)

Un aveu collectif trop rare, dans « C ce soir »

France 5, « C ce soir », 23 novembre.
Le 22 novembre, le parti de Geert Wilders (PVV, extrême droite) arrive en tête aux élections législatives aux Pays-Bas. Le lendemain, « C ce soir » y consacre (en partie) une émission : « Séisme électoral aux Pays-Bas : populisme, à qui le tour ? », pour laquelle elle a fait appel, on l'imagine, aux meilleurs experts dont elle dispose.

Las, au bout de quelques minutes, l'essayiste Mathieu Souquière [1] fait un aveu : « *Je ne suis pas un expert de la vie politique hollandaise.* » Et le sondeur Jérôme Sainte-Marie [2] de faire un court examen de conscience : « *J'aurai la grande honnêteté de dire que je ne connais pas du tout, ou quasiment pas, la vie politique aux Pays-Bas. Je ne suis pas devenu un spécialiste des Pays-Bas en 24 heures.* » Tant d'honnêteté convainc Perrine Simon-Nahum [3] de le reconnaître : « *Moi non plus je ne suis pas spécialiste de la vie politique néerlandaise.* » Thomas Legrand ne peut que conclure : « *Moi non plus je ne suis pas un grand spécialiste de la politique des Pays-Bas.* »

Trois constats s'imposent. Saluons d'abord la franchise et la lucidité de ces quatre intervenants… en regrettant qu'elles soient aussi rares. Si tous les toutologues reconnaissaient systématiquement leur incompétence, la vie médiatique serait plus belle – et souvent amusante. Notons, ensuite, que ces invités, admettant ne pas connaître grand-chose à l'objet du débat, n'ont pas refusé d'y participer. Il reste à prendre acte que la programmation de « C ce soir » a jugé utile et opportun d'organiser (une partie de) son émission avec des interlocuteurs qui ne maîtrisent pas le sujet discuté.
Un trop rare moment de dévoilement, où cet implicite qui ne semble déranger personne a été explicité : sur les plateaux télé, en général, s'expriment des gens qui savent parler, plutôt que des gens qui savent de quoi ils parlent.

Maxime FRIOT (Acrimed), lundi 27 novembre 2023

Enthousiasme médiatique pour Raphaël Glucksmann

Les éditorialistes et autres journalistes politiques ont le chic pour s'emballer sur les « dynamiques » des « personnalités » politiques. À gauche, le jeu s'apparente à une ritournelle : feu sur Jean-Luc Mélenchon et sur la Nupes, pâmoison devant la « gauche raisonnable ». Après Manuel Valls ou Bernard Cazeneuve, le « nouvel espoir de la gauche » s'appelle Raphaël Glucksmann.
En ce mois de janvier 2024, Raphaël Glucksmann fait l'agenda médiatique : invité des « 4 vérités » sur France 2 le 8, interview dans *Nice-Matin* le 12, dans *Le Monde* et sur le plateau de « Questions politiques » (France Inter et Franceinfo) le 14, invité de « C à vous » sur France 5 le 15, en Une de *L'Obs* le 25, interview dans *Ouest-France* le 29… Difficile de passer à côté de la tournée médiatique du député européen (et par ailleurs compagnon de Léa Salamé). [1]

« Le nouvel espoir de la gauche ? » (*Le Point*, 21/12/2023), « Peut-il créer la surprise ? » (*L'Obs*, 25/01), « Raphaël Glucksmann pourra-t-il sauver le Parti socialiste ? » (France Info, 31/01), « L'espoir de la gauche ? » (« C à Vous », 15/01), « L'empêcheur de voter en rond ? » (*Le Point*, 21/01), « L'espoir d'un sursaut pour le PS » (*Les Échos*, 01/02), « La carte chance du PS » (*Libération*, 22/01), « Nouvel espoir de la social-démocratie ? » (AFP repris par France 24, 22/12/2023), « La nouvelle mode Raphaël Glucksmann » (*Le Parisien*, 25/12/2023). De toute évidence, les faveurs médiatiques lui sont acquises. Ce qui se joue ici, c'est, encore une fois, la redéfinition médiatique de ce que doit être la gauche : « social-démocrate », « pro-européenne », et surtout… anti-mélenchoniste.
À l'avant-garde, on trouve *L'Obs*, qui s'interroge sur les attentes légitimes des Français : « *Comment les circonstances pourraient-elles jouer en sa faveur ? Quelles sont ses convictions ? Et jusqu'où peut-il aller ?* ». La directrice de la rédaction, Cécile Prieur, défriche, dans son édito (25/01), « la voie de la social-démocratie ». « *Car la social-démocratie n'est pas morte […] elle vient de remporter une élection décisive en Pologne en s'alliant avec le libéral Donald Tusk* ». En France, c'est donc Raphaël Glucksmann, « *très actif pendant son mandat d'eurodéputé* », qui « *reprend le flambeau de la gauche progressiste et européenne, mais aussi clairement anti-mélenchoniste* ».

PORTRAIT

Européennes 2024 : Raphaël Glucksmann, l'espoir d'un sursaut pour le PS

Raphaël Glucksmann, l'empêcheur de voter en rond ?

Profil

Européennes 2024 : Raphaël Glucksmann, la carte chance du PS ?

Raphaël Glucksmann, dernier Mohican de la gauche française

Élections européennes : Raphaël Glucksmann pourra-t-il sauver le Parti socialiste ?

Européennes 2024 : à gauche, la nouvelle mode Raphaël Glucksmann

Raphaël Glucksmann, nouvel espoir de la social-démocratie?

P. Raphaël Glucksmann : le nouvel espoir de la gauche ?

Et *L'Obs* de s'enthousiasmer devant une (pourtant très relative) « *percée récente dans les sondages (qui) dit bien l'attente d'un électorat qui a soif de représentativité, et qui, depuis l'attaque d'Israël du 7 octobre par le Hamas et les propos de Mélenchon, refuse tout accommodement avec La France Insoumise (LFI)* ».

Le portrait est, ailleurs, plutôt accommodant, si ce n'est louangeur. Du journal *Sud Ouest*, le 31 décembre, qui évoque son « *sourire aux lèvres, [le] ton calme et courtois dont cet adepte de la nuance ne se départit jamais en débat ou en entretien* », à Nathalie Saint-Cricq, dans « C dans l'air » (France 5, 20/01) :

La thèse de Glucksmann, c'est que si lui, et ce qui est plutôt le cas pour l'instant dans les sondages, même si c'est embryonnaire ; s'il réussit à faire un score à deux chiffres […], ça sera quand même le signal du début de quelque chose, d'une gauche qui se réveille, mais qui ne se réveille pas de la même façon que ce qu'on a eu après les législatives, c'est-à-dire pas la façon Nupes. […] Mais ça veut dire qu'il y a une figure nouvelle qui émerge, alors il peut y avoir une Glucksmann mania comme on considère qu'il y a eu une Attal mania, ça peut ne pas durer, mais c'est vrai que dans le paysage politique, il y a quelqu'un qui apparaît, qui dit un certain nombre de choses qui ont été des invariants, que ce soit la politique étrangère, soit la construction européenne, qui creuse son sillon et qui dit « bah écoutez non, moi LFI c'est pas… on pense pas du tout la même chose », et qui peut susciter un début de retour, de renaissance, d'enthousiasme chez les gens de gauche, qui, après avoir pensé que la Nupes allait être un tremplin, se sont rendu compte plutôt que c'était le baiser de la mort de la part de Jean-Luc Mélenchon.

L'adoubement par le « cercle de la raison »

Si « *l'enthousiasme chez les gens de gauche* » reste encore à établir, celui des invités permanents des médias est, lui, bien certain. Ainsi de Jacques Attali : « *Pour moi, même s'il est très différent, Raphaël Glucksmann est le plus proche de l'idée que Jacques Delors pouvait se faire d'un homme politique pour demain : passionnément pro-européen, soucieux des combats pour la justice, et moderne.* » (*Le Journal du Dimanche*, 28/12/2023) ; d'Alain Minc : « *Si Glucksmann faisait 15%, ce serait un événement positif pour le pays. […] Je souhaite d'un même mouvement un score extrêmement élevé à la liste de Raphaël Glucksmann pour bloquer l'ascension vers le deuxième tour de Jean-Luc Mélenchon.* » (*L'Opinion*, 14/01) ; ou encore de Daniel Cohn-Bendit : « *Je me dis que je vais soutenir l'initiative de Raphaël Glucksmann parce que la France a besoin d'une gauche écologiste socialiste, réformiste et responsable. Et ça, c'est le projet de Raphaël Glucksmann [...] La liste Glucksmann, c'est le dépassement de l'aveuglement paritaire des uns et des autres.* » (*Le Point*, 11/12/23)

Être adoubé « en même temps » par Attali, Minc et Cohn-Bendit, de quoi susciter « l'enthousiasme à gauche », assurément.

***

Depuis presque deux ans, les éditocrates veulent la peau de la Nupes et de sa ligne trop à gauche à leur goût. Raphaël Glucksmann est leur dernière trouvaille pour incarner cette gauche raisonnable qu'ils appellent de leurs vœux. Ce soutien médiatique lui suffira-t-il pour faire mieux que les 6,2 % obtenus en 2019, alors qu'il emmenait déjà la liste du PS aux élections européennes ?

Adrien POURAGEAUD (Acrimed), 14 février 2024